

Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage



World Food Programme

PAM Burundi

SYSTEME DE SUIVI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (FSMS)-BURUNDI.

-Décembre 2016-

EN NOMBRES

- La situation actuelle d'insécurité alimentaire représente la pire détérioration au cours des trois dernières années avec **43% des ménages** sont en insécurité alimentaire dont **8% (900 000)** sont en situation d'insécurité alimentaire sévère
- **15% des ménages** ont une consommation alimentaire pauvre, ce qui signifie qu'ils ne mangent pas assez pour répondre à leurs besoins énergétiques quotidiens
- **39% des ménages** allouent plus de 65% de leurs dépenses à l'alimentation
- En ligne avec la détérioration de la consommation alimentaire, **de plus en plus de ménages (31%)** engagent des stratégies de survie sévères (de crise et d'urgence)
- **85% des ménages** donnent l'agriculture vivrière comme principale activité

Résumé exécutif

La présente enquête FSMS s'inscrit dans le suivi régulier de la situation de la sécurité alimentaire conjointement menés par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le ministère de l'agriculture et de l'élevage (MINAGRIE). Les Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Élevage (DPAE) assurent la collecte des données auprès des ménages.

L'enquête révèle une aggravation sensible de la situation de la sécurité alimentaire entre Décembre 2015 et décembre 2016.

La collecte des données a été réalisée sur les dix derniers jours de novembre et les dix premiers jours de décembre 2016 et a porté sur un échantillon de 1.635 ménages¹. Sur l'échantillon global de l'Analyse Globale sur la Sécurité Alimentaire et la Vulnérabilité (CFSVA), un sous-échantillon statistiquement représentatif (calculé à l'aide du « size calculator » du Logiciel ENA (Emergency Nutrition Assessment)) par zone de moyen d'existence (ZME) a été tiré à raison de 10 collines par ZME et sur chaque colline 10 ménages ont été tirés au hasard pour interviews. Les entrevues ont été conduites par des techniciens des DPAEs, dont la majorité a déjà bénéficié de plusieurs formations en sécurité alimentaire et sur l'usage des smartphones dans la collecte et la transmission instantanée des données.

Résultats

L'indice composite de sécurité alimentaire (CARI²) ;

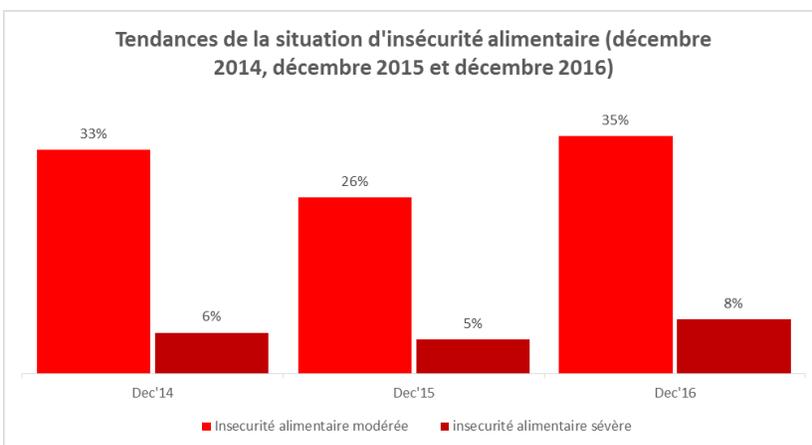
Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire (1)	Sécurité alimentaire marginale (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire sévère (4)
Statut actuel	Consommation alimentaire	Groupes de consommation alimentaire	Acceptable 48%		Marginale 37%	Pauvre 15%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	<50% 39%	50%-65% 23%	65%-75% 16%	>75% 23%
	Epuisement des actifs	Stratégies basées sur les moyens d'existence	Pas 29%	Stress 40%	Crise 19%	Urgence 12%
Indice de sécurité alimentaire (ISA)			22%	35%	35%	8%

L'indice composite de sécurité alimentaire (CARI) montre que plus de 4 sur 10 ménages (43%) sont en insécurité alimentaire dont presque un ménage sur 10 en insécurité alimentaire sévère. A la même période

¹ Interviews valides.

² CARI= *Consolidated Approach to Reporting Food Security Indicators*

en 2015, l'enquête EFSA³, menée dans 6 provinces des plus affectées par la crise, estimait à moins de la moitié la proportion de la population en insécurité alimentaire (environ 20%). La situation actuelle d'insécurité alimentaire représente la pire détérioration au cours des trois dernières années.



Consommation alimentaire des ménages ; dans 23% des ménages enquêtés, les adultes n'avaient eu droit au plus qu'à un seul repas par jour, davantage dans les ménages dirigés par les femmes (27% contre 22% chez les ménages dirigés par les hommes). Par rapport à la diversité alimentaire, presque la moitié (45%) des ménages enquêtés a un score de diversité alimentaire faible avec moins de 4,5 groupes d'aliments consommés. Le score de consommation alimentaire (SCA) moyen est de 36, légèrement au-dessus du seuil acceptable (35), mais en deçà chez les ménages dirigés par les femmes, pour lesquels ce score est de 33. Par ailleurs 15% des ménages ont un SCA pauvre (<21) tandis que 37% des ménages ont un SCA limite (compris entre 21.5 et 35).

Part des dépenses alimentaires ; presque 4 ménages sur 10 (39%) allouent plus de 65% de leurs dépenses à l'alimentation et 23% des ménages vont jusqu'à plus de 75%. Seuls 4 ménages sur 10 (39%) ont dépensé moins de 50% dans l'alimentation.

L'indice de stratégies d'adaptation alimentaire et stratégies basées sur les moyens de subsistance. L'indice de stratégie alimentaire réduit moyen est de **25** (contre **16.4** au mois décembre 2015 dans les 6 provinces). Il a particulièrement augmenté et est plus élevé dans les ZME de « Dépression du Nord » (35) et « Plateaux Secs de l'Est » (36).

Stratégies non alimentaires basées sur les moyens de subsistance: plus préoccupant, durant les 30 derniers jours précédents l'enquête, 12% des ménages ont eu recours aux mécanismes d'urgence, 19% aux stratégies de crise et 41% aux stratégies de stress. Seuls 29% de ménages n'ont eu recours qu'aux stratégies qualifiées de neutres sans impact négatif sur les moyens de subsistance.

³ L'analyse avait seulement porté sur 6 provinces, dont la ville de Bujumbura, les plus affectées par les déplacements de la population suite aux événements d'Avril 2015.

Table des matières

Table des matières	4
I.1. Contexte de l'étude	6
I.2. Méthodologie	7
I. PRESENTATION DES RESULTATS	8
II.1 Situation sociodémographique des ménages	8
II.1.1 Sexe du chef de ménage et caractéristique du ménage	8
II.1.2. Statut du chef de ménage.....	9
II.1.3. Mouvements migratoires et leurs impacts probable sur la vie des ménages	9
II.2 Indicateurs de la Sécurité Alimentaire dans les ménages	11
II.2.1 CARI ou indicateur composite de la sécurité alimentaire	11
II.2.2. Consommation alimentaire des ménages.....	15
a) Fréquence de repas	15
b) Score de consommation alimentaire.....	17
II.2.4. L'indice de sécurité alimentaire (CARI) selon que le ménage soit en possession d'un élevage ou d'un jardin potager de cage.	20
II.2.5. Indice de Stratégie d'adaptation réduit	22
II.2.7. Activités importantes, sources de revenus et dépenses des ménages	24
a) Activités agricole et sources de revenus des ménages	24
b) Marché et prix des denrées alimentaires	27
c) Dépenses des ménages	30
d) Gestion du budget du ménage.....	31
II.2.8. Les stratégies d'adaptation à la consommation alimentaire et stratégies de subsistance	32
a) Chocs au cours des 6 derniers mois	32
b) Stratégies basées sur les moyens de subsistance	34
c) Durée des stocks alimentaires dans les ménages	34
II.2.9. Genre et quelques indicateurs clés	35
II.2.10. Agriculture et Élevage	37
II. CONCLUSION GENERALE	38
Perspectives de la sécurité alimentaire.....	39

Acronymes

CARI: Consolidated Approach to Reporting Food Security Indicators

CFSVA: Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis

CM: Chef de Ménage

CSI: Coping strategy Index

DPAE: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Élevage

FSMS: Food Security Monitoring System

GCA: Groupes de consommation alimentaire

ODK: Open Data Kit

PAM: Programme Alimentaire Mondial

SCA: Score de consommation alimentaire

SDA: Score de diversité alimentaire

SPSS: Statistic Package for Social Sciences;

ZMEs: Zones de Moyens d'Existence

GENERALITES

I.1. Contexte de l'étude

La présente enquête s'inscrit dans le suivi régulier des indicateurs de la sécurité alimentaire mené conjointement par le PAM Burundi et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage depuis les 5 dernières années.

La collecte des données FSMS a coïncidé avec les derniers jours de la période normale de soudure (octobre-novembre) pendant laquelle le niveau des stocks dans les ménages est à son plus bas niveau pendant qu'au niveau des marchés les prix sont à leur niveau le plus élevé de l'année.

L'actuelle période de soudure a été exacerbée non seulement par les effets de la perturbation climatique liée aux phénomènes El Nino et la Nina ainsi que les séquelles de la crise actuellement complexe née de la de la crise politico sécuritaire déclenchée depuis une vingtaine de mois déjà.

En effet, tout comme pour la précédente saison culturale, les récoltes de la saison culturale en cours seront fortement et négativement affectées par les perturbations climatiques déjà enregistrées et qui étaient par ailleurs déjà annoncées par les services météorologiques de l'IGEBU pour toute la période de la campagne culturale (septembre 2016 à Février 2017) et se traduisant par une pluviométrie déficitaire sur presque les ¾ du pays.

Par ailleurs la crise sociopolitique que traverse le Burundi depuis le deuxième trimestre de 2015 (avril 2015) a aujourd'hui évolué en une crise très complexe et surtout avec de lourdes conséquences sur l'économie des ménages et par conséquent sur leur statut de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;

Ces derniers facteurs conjoncturels (conséquence de la crise politico sécuritaire et aléas climatiques) sont venus aggravé la situation d'un secteur agricole déjà fragilisé par des contraintes structurelles importantes (forte densité de population, perte de fertilité des sols, parcellisation des terres, faible accès à des intrants de qualité et autres moyens de production) alors que ce secteur fait vivre plus de 90% de la population Burundaise.

Quelques défis auxquels fait face la sécurité alimentaire dans le pays actuellement:

- Paupérisation croissante de la population burundaise ou cercle vicieux de la pauvreté et insécurité alimentaire lié principalement à une forte dépendance d'un secteur agricole en crise ;

- Faible accès à la terre pour une population essentiellement agricole +/- 0,5ha/ménage⁴ et sans ressources financières pour une production agricole intense,
- Dépréciation continue de la monnaie burundaise et diminution de la capacité d'importation;
- Forte augmentation des prix de denrées de base y compris les prix des denrées stratégiques fixés par l'état ainsi que la taxation
- Gel des financements par les bailleurs traditionnels
- Manques à gagner sur la production vivrière à la suite de la succession des phénomènes EN Niño et la Niña de 2016 à Février 2017,
- Manque à gagner à la suite des déplacements conséquents à la crise politico sécuritaire (plus de 350000 pers poussées à l'exil, plus de 150.000 déplacés intérieurs,...)
- Restrictions et barrières non tarifaires sur les échanges avec les pays de la sous régions
- Réduction de l'espace économique depuis l'éclatement de la crise suivie de la perte des opportunités d'emplois et de la détérioration du pouvoir d'achat
- Etc.

I.2. Méthodologie

L'enquête FSMS procède à l'approche de collectes des données primaires auprès des ménages-repères choisis de manière raisonnée pour garantir la représentativité des 8 zones de moyens d'existence. Les données primaires sont également complétées par les données secondaires des documents de référence récente.

Un échantillon représentatif et raisonné de 170 collines a été tiré dans les 17 provinces rurales et 8 ZMEs avec un choix au hasard de 10 ménages par colline ; en tout 1.635 ménages (soit 96% des prévus) ont été effectivement interviewés par les enquêteurs des directions provinciales de l'agriculture et de l'élevage.

Les données ont été collectées à l'aide des smartphones avant d'être transférées à distance sur un serveur ODK/ONA dédié au PAM Burundi. Le contrôle de la qualité des données ainsi que les analyses ont été effectués dans la base de données SPSS.

⁴ D'après les différents rapports de l'Enquête Agricole du Burundi régulièrement conduite par le Minagri.

I. PRESENTATION DES RESULTATS

II.1 Situation sociodémographique des ménages

II.1.1 Sexe du chef de ménage et caractéristique du ménage

Dix-huit pourcent (18.2%) des ménages enquêtés sont dirigés par des femmes tout en rappelant qu'un ménage dirigé par une femme est dans la majorité des cas monoparental (veuve, divorcée, femme jamais mariée) compte tenu du contexte social burundais. De plus ces ménages sont le plus souvent plus à risque d'insécurité alimentaire d'après les enquêtes précédentes. Les proportions de femmes chefs de ménages sont plus importantes ou supérieures à la moyenne dans la ZMEs des plateaux humides (25.6%) et de la Plaine de l'Imbo (19.4%).

Proportion des menages enquetes selon le sexe du chef du menage									
	Depression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Depression de l'Est	Crete Congo Nil	National
Homme	84,4%	91,4%	84,1%	74,4%	83,5%	80,6%	90,4%	82,1%	81,8%
Femme	15,6%	8,6%	15,9%	25,6%	16,5%	19,4%	9,6%	17,9%	18,2%

Tableau 1: Proportion ménages selon le sexe du Chef de Ménage.

Taille du ménage et composition par âge et sexe

En général la moyenne de la taille du ménage est légèrement au-dessus de 5 membres (5.6) dont 1.1 enfant de moins de 5 ans, 2.1 enfants de 5 à 18 ans, 1.3 personnes de 18 à 35 ans, 1 personne de 35 à 60 ans et 0.2 personne de plus de 60 ans. Bref 57% sont âgés de moins de 18 ans, 40% de 18 à 60 ans et 13% de plus de 60 ans.

Par ailleurs 3 des membres du ménage sont de sexe féminin contre 2.6 de sexe masculin. Dans tous les cas la proportion de la junte féminine est toujours la plus élevée dans tout le pays.

La taille moyenne du ménage est plus élevée dans les ménages dirigés par les hommes que dans ceux dirigés par les femmes avec une moyenne de 6 contre 4 membres. Cette tendance s'observe dans toutes les ZMEs.

Tableau 2. Distribution de l'âge du chef de ménage

Par rapport à l'âge du chef de ménage, l'enquête montre que 30% sont dans la tranche de 18 à 35 ans, 55% sont dans la tranche de 35 à 60 ans, 14% plus de 60 ans et moins de 1% ont moins de 18 ans. Par contre tenant compte du sexe du CM la distribution change significativement ainsi dans la catégorie de plus de 60 ans la proportion est pratiquement double chez les CM femmes de celle de CM hommes (23% contre 11%) tandis qu'elle presque la moitié chez les moins de 35 ans soit 15% contre 33%.

	Homme	Femme	Ensemble
≤18 ans	0,10%	0,30%	0,10%
18-35 ans	33,40%	14,80%	30,00%
36-60 ans	55,00%	61,70%	56,30%
>60 ans	11,40%	23,20%	13,60%

II.1.2. Statut du chef de ménage

Le statut civil du chef de ménage est dominé par les mariés monogames (78%). Aussi il faut noter que 15% des chefs de ménages sont veufs/veuves et leurs proportions sont davantage (plus de 15%) dans les ZMEs de Plateaux Humides et Plaine de l'Imbo. Quoique les polygames ne représentent que 3% dans l'ensemble, ils arrivent à un ménage sur dix dans la Dépression du Nord (11.5%) et Dépression de l'Est (9.6%). La proportion des ménages polygames a fortement augmenté dans ces dernières ZMEs en comparaison au dernier suivi FSMS passant de 2.8% à 11.5% dans la Dépression du Nord et de 4.7% à 9.6% dans la Dépression de l'Est. L'argument traditionnel du comportement polygamique des hommes en période d'importants revenus monétaires (ex. ventes de riz) dans les zones des dépressions ne seraient pas expliquer cette augmentation de surcroît en période de soudure.

Quel est le statut civil du chef de ménage?ZME									
	Depression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Depression de l'Est	Crete Congo Nil	National
Célibataire			1,40%	0,70%	1,30%	1,30%	0,70%	2,00%	1,00%
Marié monogame	73,80%	86,20%	80,10%	79,10%	79,50%	71,60%	77,40%	75,50%	78,00%
Marié polygame	11,50%		0,70%	0,20%	1,30%	5,20%	9,60%	4,00%	3,00%
Divorcé	0,80%		0,70%	0,70%	1,70%	2,60%		1,30%	1,00%
Séparé	3,30%		1,10%	1,90%	1,30%	2,60%	1,40%	1,30%	1,70%
Veuf/veuve	10,70%	13,80%	14,50%	17,20%	14,50%	16,10%	11,00%	15,20%	14,80%
Cohabitant			0,40%	0,20%				0,70%	0,20%
Orphelin Mineur			1,10%		0,30%	0,60%			0,30%

Tableau 3. Statut matrimonial du chef de ménage

II.1.3. Mouvements migratoires et leurs impacts probable sur la vie des ménages

Environ treize pourcent (13%) des ménages enquêtés ont déclaré qu'il y aurait eu un déplacement d'au moins un membre du ménage au cours des 12 derniers mois (pratiquement les mêmes proportions qu'il y a 6 mois

avec le dernier FSMS) ; La proportion est légèrement plus importante les ZME des plateaux humides (18%) et Plateaux Secs de l'Est (17%).

	Depression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Depression de l'Est	Crete Congo Nil	National
Résident n'accueillant pas de déplacés internes	98%	64%	98%	95%	97%	90%	87%	97%	94%
Résident accueillant des déplacés internes	1%	33%	2%	2%	3%	3%	12%		4%
Déplacés internes (IDPs)				2%		1%	1%	1%	1%
Retourné d'un pays voisin	2%	3%		0%		6%	1%	3%	1%

Tableau 4. Statut de résidence des ménages enquêtés

Dans l'ensemble les ménages avec personnes déplacées semblent avoir baissé de moitié passant de 8% à 4% par comparaison au dernier suivi FSMS de juillet 2016 ; tout comme lors du dernier suivi FSMS de juillet 2016, les plus fortes proportions de ménages avec personnes déplacées sont dans les ZMEs de Buragane et Dépression de l'Est mais également en baisse successivement de 64% à 33% et de 34% à 12%. Un pourcent (1%) des ménages sont en situation de déplacements et 1% sont en situation de retournés récents.

Dans l'ensemble 2,6% des ménages enquêtés révèlent qu'ils ont été en situation de déplacements au cours des 12 derniers mois et donnent l'insécurité comme raison principale à 79%. Certes il convient de noter que depuis l'éclatement de la crise les traditionnelles migrations économiques ont baissé d'intensité non seulement à la suite de la baisse de la demande mais également à la suite des problèmes de protection pour les migrants.

L'enquête estime que les pertes liées aux déplacements seraient surtout en rapport avec les biens de productions (27%), les biens domestiques (15%), la terre (12%) et les abris (12%) etc. L'accès à l'alimentation constitue le problème majeur pour plus de 60% des ménages déplacés.

Le dernier rapport de l'organisation internationale des migrations (OIM)⁵ sur le suivi des déplacements d'Octobre 2016 fait état de **102.606** déplacés intérieurs essentiellement dans les familles hôtes de 9 des 18 provinces faisant objet du suivi (Rutana, Makamba, Ruyigi, Muyinga, Kirundo, Cibitoke, Rumonge, Bujumbura Rural and Gitega).

⁵ Le rapport de L'OIM sur le suivi des déplacements, Octobre 2016.

II.2 Indicateurs de la Sécurité Alimentaire dans les ménages

II.2.1 CARI ou indicateur composite de la sécurité alimentaire

Le CARI (*Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security*) est une approche d'appréciation du degré de la sécurité alimentaire à travers un indicateur composite prenant en compte la consommation alimentaire du ménage, la vulnérabilité économique du ménage ainsi que le degré d'épuisement éventuel des actifs du ménage.

Dans le cadre de ce suivi, le score de consommation du ménage est retenu comme proxy de la consommation alimentaire du ménage (*qui dans le meilleur des cas est estimé à travers l'enquête sur la couverture des besoins énergétiques*), la part des dépenses alimentaires a été utilisée comme un proxy d'estimation de la vulnérabilité économique (*pouvant au mieux s'estimer par le statut de pauvreté du ménage*) tandis que les stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance⁶ ont été utilisées pour apprécier le degré d'épuisement des actifs des ménages .

L'algorithme construit à base de ces trois indicateurs par l'approche CARI a conclu sur les statuts suivants ; 22% sont en sécurité alimentaire (SA), 35% en sécurité alimentaire limitée (SAL), 35% en insécurité alimentaire modérée (IAM) et 8% en insécurité alimentaire sévère (IAS). La classification se base sur le *statut actuel* de la sécurité alimentaire du ménage (indicateurs de consommation alimentaire) et sa *capacité de survie* (indicateurs de *vulnérabilité économique* et *d'épuisement des avoirs*).

Situation alimentaire des ménages (Console CARI).						
Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire 1	Sécurité alimentaire marginale 2	Insécurité alimentaire modérée 3	Insécurité alimentaire sévère 4
statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	Acceptable		Limite	Pauvre
			48%		37%	15%
Stratégies d'adaptation	vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	<50% 39%	50%-65% 22%	65%-75% 16%	>75% 23%
	Epuisement des actifs	Stratégies de survie	Pas 29%	Stress 40%	Crise 19%	Urgence 12%
Indice de la sécurité alimentaire			22%	35%	35%	8%
Population			2.288.204	3.640.325	3.640.325	832.074
Nombre de ménages			457.641	728.065	728.065	166.415

Tableau 5. Résumé du console CARI

⁶ NB. Seuls 10 mécanismes dont 4 de stress, 3 de crise et 3 d'urgence sont utilisés dans le calcul du CARI.

Source	Période	% insécurité alimentaire (modérée +sévère)	% insécurité alimentaire sévère	Population projetée (ISTEEBU)	# pop.insec alim. Modérée	#pop. Insec. Aliment. Sévère	# pop. Insécurité alimentaire	
CFSVA	Fev-14		32%	7%	9 249 325	2 312 000	647 000	2 960 000
FSMS	Dec-14		39%	6%	9 530 430	3 145 000	572 000	3 717 000
FSMS	Aout-15		36%	7%	9 823 823	2 849 000	688 000	3 536 000
FSMS/EFSA	Dec-15		31%	5%	9 823 823	2 554 000	491 000	3 045 000
EFSA	mai-16		46%	6%	9 913 348	3 965 000	595 000	4 560 000
FSMS	août-16		28%	4%	10 038 682	2 409 000	401 000	2 811 000
FSMS	Dec 2016		43%	8%	11 200 000	3 920 000	896 000	4 816 000

Tableau 6. Evolution des effectifs de la population en insécurité alimentaire depuis 2014.

NB. Les données de décembre 2015 sont une combinaison de l'EFSA réalisée en décembre 2015 sur Six provinces y compris la ville de Bujumbura et les données FSMS sur les autres provinces rurales.

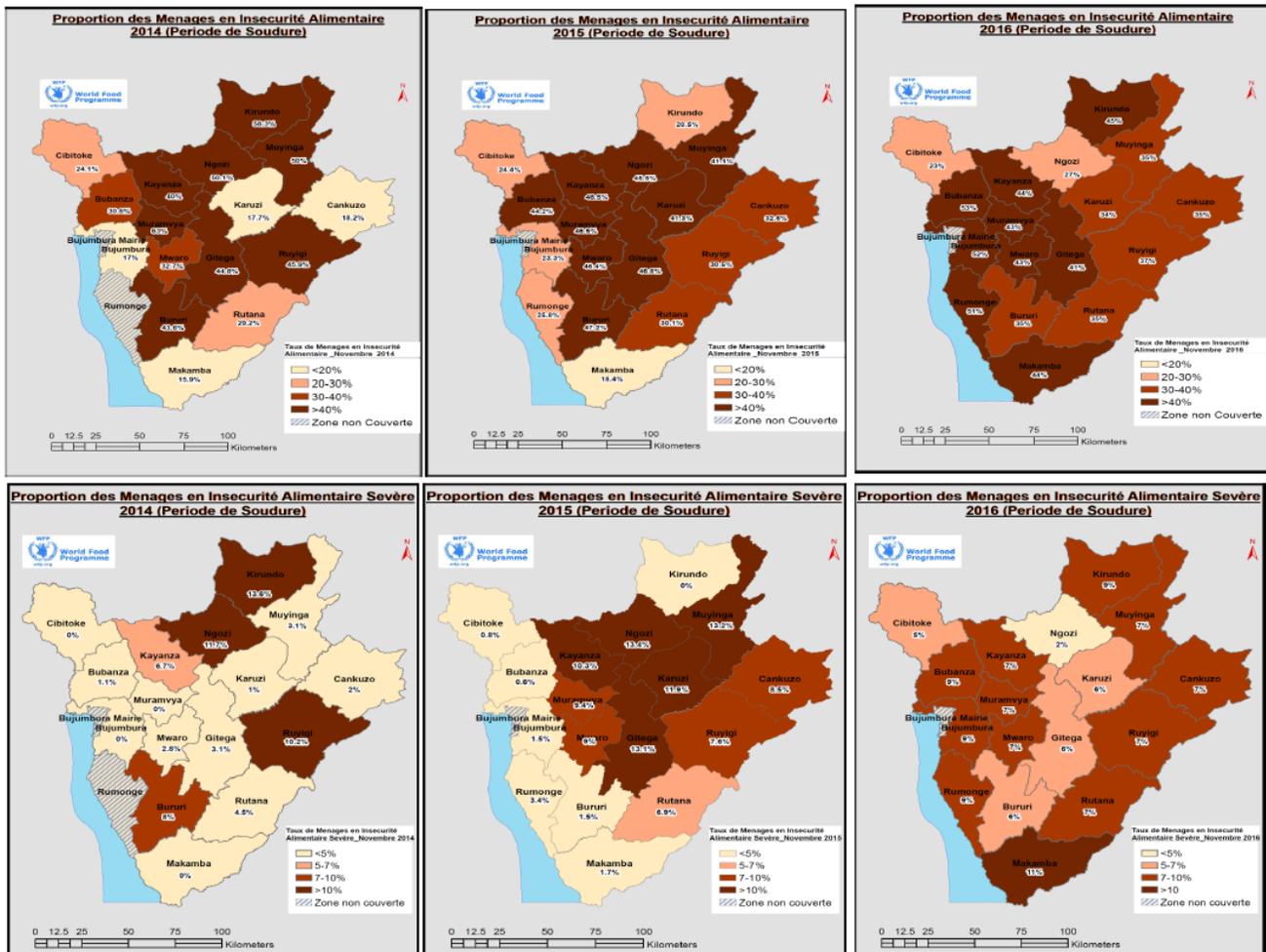


Figure 2. Evolution de la cartographie de la situation de la sécurité alimentaire au Burundi depuis 2014.

L'évolution de l'insécurité alimentaire est variable en fonction des différentes zones de moyens d'existence ; Mais de manière générale la cartographie de la sécurité alimentaire fait état d'une dégradation progressive depuis 2014, l'insécurité alimentaire est restée persistante dans la partie Nord-Centre du pays. Par contre la situation la sécurité alimentaire est relativement meilleure en province Ngozi.

Aujourd'hui l'insécurité alimentaire est particulièrement ressentie au Nord (province de Kirundo), Centre Ouest (provinces Kayanza, Gitega, Mwaro, Muramvya, Bujumbura rural et Gitega) et au Sud (province Makamba).

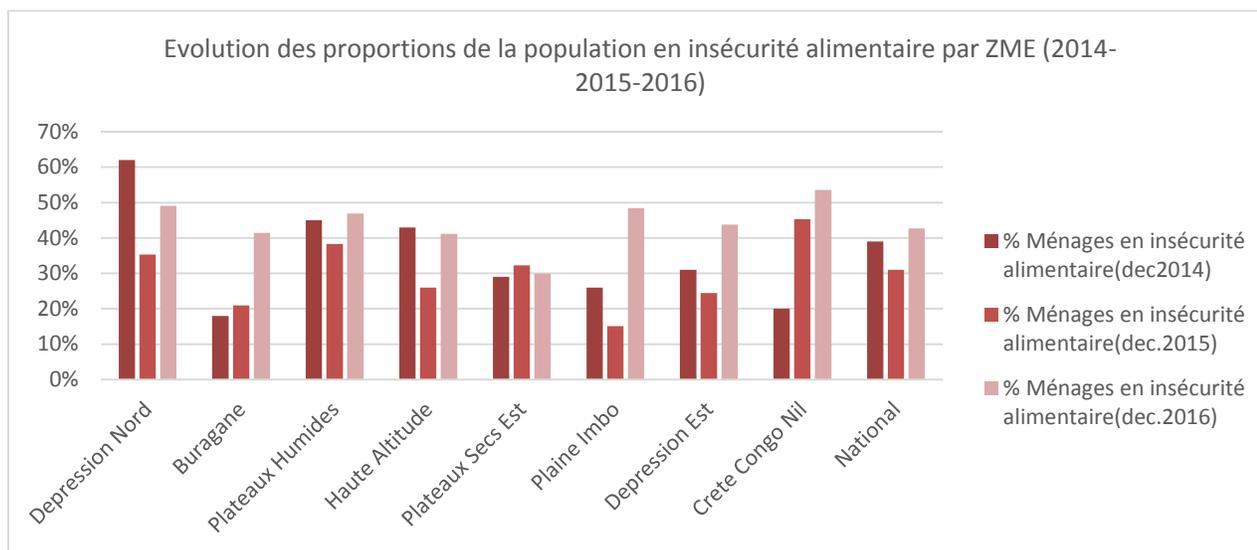


Figure 3. Evolution en % de la population en insécurité alimentaire (modérée + sévère)

Au niveau des ZMEs, la détérioration de la sécurité alimentaire en décembre 2016 a été particulièrement forte dans le Buragane, dans la Plaine de l'Imbo, Dépression de l'Est et Crête Congo Nil. Ailleurs dans les Dépressions du Nord, les plateaux humides, haute altitude quoiqu'elle ne se soit pas significativement la situation était déjà préoccupante auparavant et elle reste très élevée.

Tableau 7. Distribution spatiale de l'insécurité alimentaire.

Proportion des ménages par statut de sécurité alimentaire (CARI) et par ZME										
	Dépression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	National	
Sécurité alimentaire	21%	22%	23%	22%	31%	20%	22%	7%	22%	
Sécurité alimentaire marginale	30%	36%	31%	37%	39%	32%	34%	40%	35%	
Insecurité alimentaire modérée	39%	28%	39%	35%	24%	38%	35%	45%	35%	
Insecurité alimentaire sévère	10%	14%	8%	6%	6%	10%	9%	9%	8%	

Le taux d'insécurité alimentaire (modérée+sévère) dépasse la moyenne nationale de 43% dans les ZMEs de Crête Congo Nil(53%), Dépression du Nord(49%), plaine de l'Imbo(48%), Haute Altitude(47%) et Dépression

de l'Est (44%) ; Au cours des suivis de la sécurité alimentaire antérieurs, la situation de la sécurité alimentaire avait été plutôt relativement bonne dans les ZME de Crete Congo Nil, Plaine de l'Imbo et Hautes Altitudes.

L'insécurité alimentaire sévère dépasse 10% dans le Buragane (14%), Dépression du Nord et plaine de l'Imbo alors qu'au niveau national elle se situe à 8%.

Graphique. Evolution de la proportion des ménages en insécurité alimentaire par rapport aux 5 provinces couvertes par l'EFSa de décembre 2016.

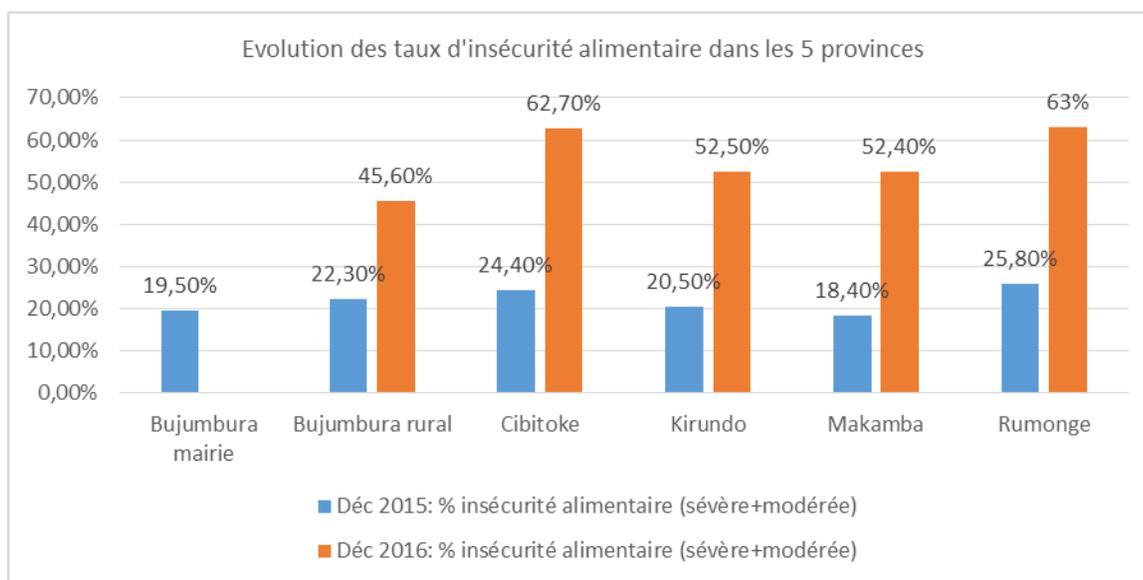


Figure 4. Evolution des proportions de l'insécurité alimentaire dans 5 provinces entre décembre 2015 et décembre 2016.

La comparaison directe de 5 provinces qui ont fait en même temps l'objet d'une enquête EFSa en décembre 2015 et FSMS en décembre 2016, montre une détérioration significative de la situation de la sécurité alimentaire avec une augmentation de plus de 100% de la population en insécurité alimentaire dans toutes les 5 provinces.

Au-delà des cinq provinces, la détérioration de la sécurité alimentaire s'observe également dans toutes les provinces du pays à l'exception de Ngozi par rapport à 2015 (cfr la cartographie précédente).

II.2.2. Consommation alimentaire des ménages

a) Fréquence de repas

A la veille de l'enquête la fréquence des repas déclarée est en moyenne de 1,8 par jour (environ 2 repas/jr) aussi bien pour les adultes que pour les enfants de moins de 12 ans.

Au-delà de cette moyenne, dans plus de 2 sur dix ménages (23%), la fréquence de prise de repas n'a été qu'au mieux d'un seul repas par jour pour les adultes.

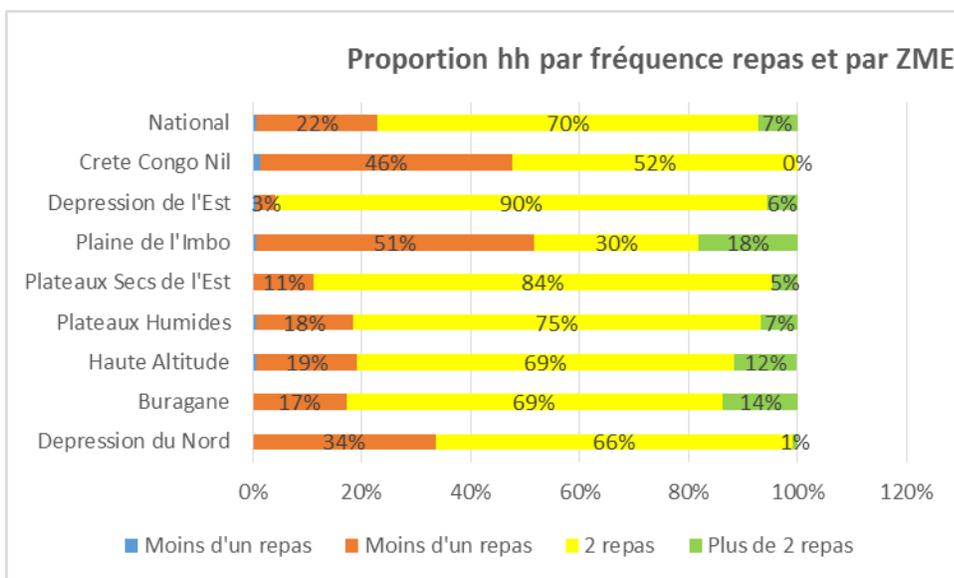


Figure 5. Proportion de ménages par fréquence de repas au moment de l'enquête.

Au niveau des différentes ZMEs, les proportions les plus élevées des ménages prenant au plus un seul repas par jour sont dans la plaine de l'Imbo (52%), la crête Congo Nil(48%) et Dépression du Nord (34%).

Nombre de jours de consommation des différents groupes d'aliments au cours des 7 derniers jours								
ZMEs	Féculents	Légumineuses	Légumes	fruits	viandes	Lait	huiles	Sucres
Depression du Nord	4,9	4,3	6,2	3,2	0,2	0,2	5,6	0,3
Buragane	6,3	4,8	6,0	0,8	1,0	0,5	5,4	1,4
Haute Altitude	5,7	3,7	4,1	1,6	0,5	0,4	5,1	0,9
Plateaux Humides	5,3	3,8	4,8	2,1	0,3	0,2	4,8	0,4
Plateaux Secs de l'Est	5,3	5,3	5,0	2,9	0,3	0,3	5,5	0,5
Plaine de l'Imbo	5,0	3,6	5,1	0,9	1,7	0,2	5,2	0,8
Depression de l'Est	4,5	5,6	4,4	1,1	0,6	0,1	5,0	0,3
Crete Congo Nil	4,1	4,0	4,2	0,4	0,9	0,2	4,5	0,3
National	5,2	4,3	4,8	1,8	0,6	0,3	5,1	0,5

Tableau 8. Moyenne de fréquence de consommation des 8 groupes d'aliments dans la semaine

En général sur les huit groupes d'aliments principaux, il y a une consommation plus ou moins régulière de 4 groupes (Féculents, les légumineuses, l'huile et les légumes) consommés dans l'ensemble plus de 4 jours sur 7 et dans presque toutes les 8 ZMEs.

Cependant il y a relativement moins de fréquence de consommation dans les zones de dépression de l'Est et dans les plateaux humides. A titre indicatif mais non nécessairement idéal, la consommation quotidienne de tous les 8 groupes d'aliments devrait totaliser un score hebdomadaire de 56 alors que le score moyen actuel est estimé à 23. Crête Congo Nil et Dépression de l'Est ont les faibles fréquences de consommation cumulées avec 19 et 21 jours.

Il est important de signaler que dans la consommation des féculents regroupant les céréales et tubercules et qui sont les plus consommés des aliments, ces dernières (patate douce et manioc) sont jusqu'à trois fois plus consommées que les céréales (1,3 à 3,7jrs).

Tout comme dans les enquêtes précédentes, la consommation des groupes de fruits, viandes, laits et sucre est plutôt faible et irrégulière dans l'espace. La consommation des viandes et poissons est quasi inexistante dans les zones de Dépression du Nord, plateaux Secs de l'Est et plateaux humides alors qu'elle est relativement plus présente dans les plats des ménages des zones de la plaine de l'Imbo (2jrs) et Buragane (1jr) , les habitudes alimentaires et la proximité du lac Tanganika semblent expliquer cette consommation même si la Crête Congo Nil dans le même contexte semble baisser sa fréquence de 2 à moins d'une fois par jour.

La consommation des fruits est en moyenne de 2 jours sur sept et allant jusqu'à 3 jrs dans la Dépression du Nord et Plateaux Secs de l'Est alors qu'elle est de moins d'un jour dans Crête Congo Nil, Buragane et Plaine de l'Imbo. Dans certaines circonstances l'accroissement de la consommation des fruits peut se justifier par le déficit alimentaire avec une pièce d'avocat ou de mangue qui remplace un repas de la journée par exemple.

La consommation du sucre et surtout le lait est quasi inexistante il n'y a qu'à Buragane où on arrive à 1,4 jrs de consommation du sucre probablement en raison de la proximité de la société sucrière du Mosso..

b) Score de consommation alimentaire

Le score de la consommation alimentaire qui est également un indicateur proxy de la couverture des besoins énergétiques journaliers est obtenu grâce à un rappel des aliments consommés durant les derniers jours précédents l'enquête, leur fréquence de consommation (en jours) et tenant compte de leur pondération en termes d'apport énergétique ! Dans le cas du Burundi, trois seuils de consommation sont retenus à savoir 1) moins de 21 pour les ménages avec une consommation pauvre, 2) De 21 à 35 pour les ménages avec une consommation alimentaire marginale et 3) Plus de 35 pour les ménages avec une consommation acceptable.

Le score de consommation alimentaire moyen de 36 légèrement au-dessus du seuil acceptable de 35 ; le score de consommation alimentaire est plus faible et dessous du seuil acceptable chez les ménages dirigés par les femmes avec 33 contre 37 chez les ménages dirigés par les hommes. De même il est en deçà du seuil acceptable chez les CM de plus de 60 ans càd 32.

Proportion des ménages par groupes de consommation alimentaire et par zones de moyens existences									
	Depression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Depression de l'Est	Crete Congo Nil	National
Pauvre	14,80%	5,20%	16,40%	17,40%	9,80%	16,10%	10,30%	20,50%	14,70%
SCA Limite	32,00%	34,50%	36,40%	41,60%	26,30%	38,10%	39,70%	47,00%	37,00%
SCA Acceptable	53,30%	60,30%	47,30%	40,90%	64,00%	45,80%	50,00%	32,50%	48,30%

Tableau 9. Proportion des ménages par SCA et par ZME

Plus d'un ménage sur 1 sur 2 (52%) a une consommation marginale à pauvre et plus d'un ménage sur dix (15%) avec une consommation alimentaire pauvre.

Dans 5 des 8 ZMEs, les ménages avec une consommation alimentaire pauvre à marginale dépassent 50% et ils sont même 68% dans la zone de Crête Congo Nil. Dans cette dernière même la proportion des ménages avec une consommation pauvre dépasse 20%

Graphique. Evolution des proportions des ménages par SCA(2008-2016)

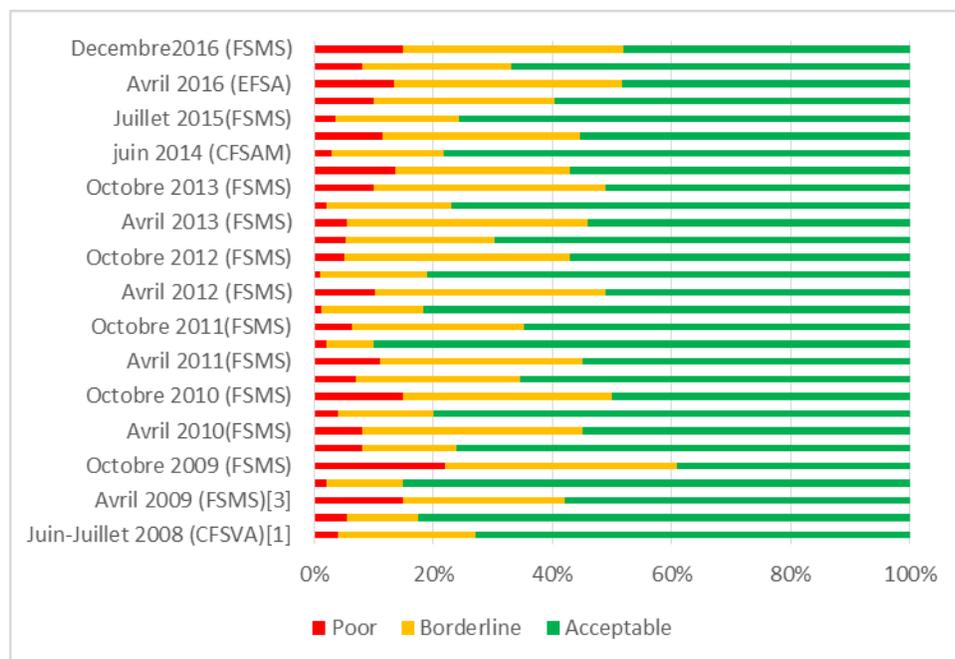


Figure 6. Evolution des proportions des ménages par SCA(2008-2016)

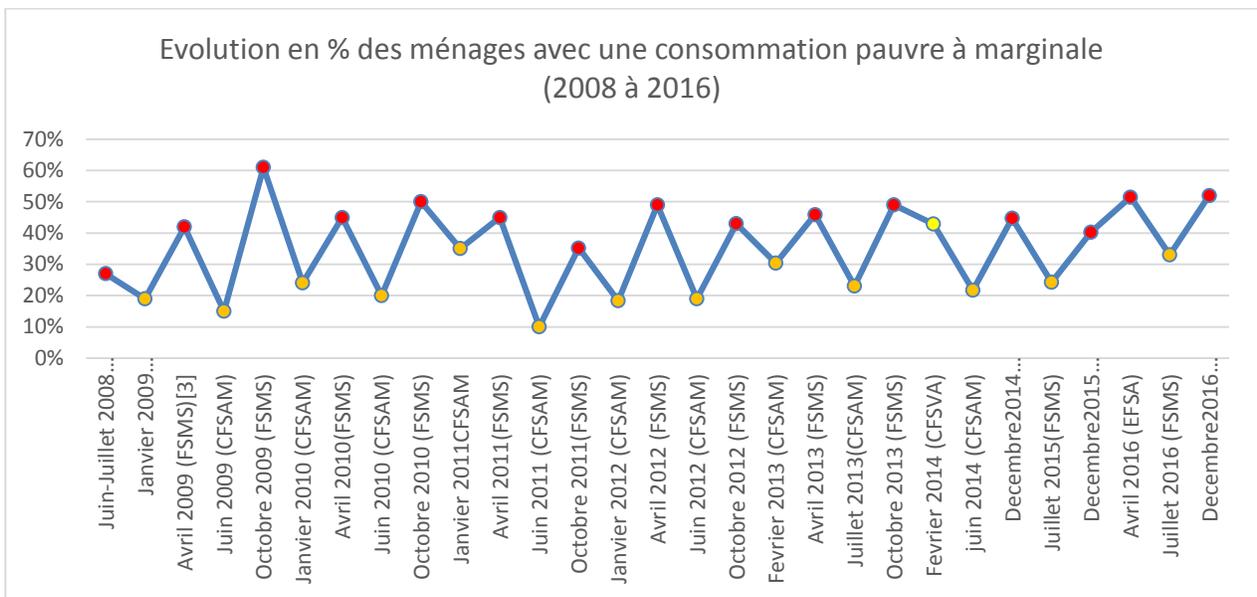


Figure 7. Evolution en % des ménages avec une consommation pauvre à marginale (2008 à 2016)

La présentation des tendances de la proportion des ménages avec une consommation pauvre à marginale depuis 2008 affiche une tendance en dents de scie mettant en évidence les périodes post récoltes (**points jaunes et orange**) et les périodes de soudure (**points rouge**) ; Les proportions les plus importantes en période de soudure (plus de 40%) et les proportions les plus faibles en période post-récoltes (*moins de 25% en général*). Par contre après la proportion de 61% en octobre 2009, l'actuelle proportion de 52% de ménages avec une consommation pauvre à marginale est atteint pour la deuxième fois en 2016 (Avril et Décembre) ce qui prouve que 2016 est l'année la plus difficile sur toute la période depuis 2008. La faible consommation alimentaire de l'année se justifie par les effets combinés de mauvaises conditions climatiques et de la crise politico sécuritaire qui aujourd'hui a évolué en une crise socioéconomique complexe.

II.2.3. La diversité alimentaire du ménage

La diversité alimentaire est une mesure qualitative de consommation alimentaire qui reflète l'accès des ménages à une diversité d'aliments et par ricochet à la qualité nutritionnelle par accès à plus de nutriments.

Pour une meilleure interprétation du score de diversité alimentaire, le PAM regroupe les aliments en 7 (à savoir les féculents, les légumineuses, les légumes, les fruits, les viandes, l'huile et le lait). Et au niveau des seuils, est considéré comme de faible diversité le SDA inférieur à 4,5, diversité moyenne le SDA compris entre 4,5 et 6 et bonne diversité le SDA supérieur à 6.

Ainsi avec les résultats du présent FSMS, le SDA moyen au niveau national est plutôt moyen (4.6) et il l'est également dans 6 des 8 ZMEs ; Le SDA moyen est par contre faible dans les ZMEs de Dépression de l'Est 4,1 et de Crête Congo Nil 4,2 ainsi que chez les ménages dirigés par des femmes 4,4.

Il faut cependant noter que 45% des ménages ont un SDA faible et seulement 2% avec un SDA bonne ; Dans les ZMEs de Buragane, Dépression de l'Est et Crête Congo Nil ont plus d'un ménage sur deux avec un SDA faible.

Proportion en % des menages par Score de Diversite Alimentaire (SDA)									
Score de Diversité Alimentaire	Depression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Depression de l'Est	Crête Congo Nil	National
SDA faible	48%	52%	48%	41%	37%	40%	58%	60%	45%
SDA moyenne	52%	40%	48%	58%	61%	56%	41%	36%	52%
SDA bonne	1%	9%	4%	1%	1%	4%	1%	4%	2%

Tableau 10. Diversité alimentaire des ménages par ZME

II.2.4. L'indice de sécurité alimentaire (CARI) selon que le ménage soit en possession d'un élevage ou d'un jardin potager de cage.

Il est de notoriété que l'élevage est d'une importance capitale dans l'économie alimentaire des ménages ruraux au Burundi et d'autre part dans le cadre du projet multisectoriel de lutte contre la malnutrition l'introduction de jardins de case a été retenue parmi les activités phares il y a plus de 3 ans.

Sur ce, l'enquête FSMS se propose d'analyser le statut de la sécurité alimentaire d'abord par rapport à la possession d'un élevage et ensuite par rapport à la possession d'un kitchen garden.

		Non	OUI	Ensemble
Possession d'un élevage versus SDA	SDA faible	53%	36%	45%
	SDA moyenne	45%	61%	52%
	SDA bonne	2%	3%	2%
Possession d'un élevage versus SCA	Pauvre	20,40%	7,90%	14,80%
	Limite	39,50%	34,00%	37,00%
	Acceptable	40,10%	58,20%	48,30%
Possession d'un élevage versus statut de sécurité alimentaire des ménages	Food secure	16,20%	28,90%	21,90%
	Marginally food secure	31,10%	40,40%	35,30%
	Moderatly food insecure	41,60%	26,90%	35,00%
	severely food insecure	11,10%	3,80%	7,80%

Tableau 11. Possession d'un élevage par rapport à la consommation alimentaire et au statut de la sécurité alimentaire

Aussi bien au niveau des indicateurs intermédiaires de la sécurité alimentaire comme le score de consommation alimentaire et le score de diversité alimentaire qu'au niveau du statut final de la sécurité alimentaire CARI, la possession d'un élevage affiche une corrélation positive avec la sécurité alimentaire du ménage. Ainsi en définitif, les ménages en insécurité alimentaire sévère sont presque 3 fois dans la catégorie des ménages sans élevage et les ménages en insécurité alimentaire modérée sont presque deux fois (42% contre 27% chez les ménages avec élevage).

		Non	OUI	Ensemble
Accès à un jardin potager versus SDA	SDA faible	50%	35%	45%
	SDA moyenne	48%	61%	52%
	SDA bonne	2%	4%	2%
Accès à un jardin potager versus SCA	Pauvre	17,90%	7,30%	14,70%
	Limite	38,80%	32,70%	37,00%
	Acceptable	43,20%	60,00%	48,30%
Accès à un jardin potager versus Statut de la sécurité alimentaire	Food secure	18,10%	30,80%	21,90%
	Marginally food secure	34,50%	37,10%	35,30%
	Moderatly food insecure	38,00%	28,00%	34,90%
	severely food insecure	9,40%	4,10%	7,80%

Tableau 12. Possession d'un kitchen garden par rapport à la consommation alimentaire et au statut de la sécurité alimentaire

Tout comme pour la possession des animaux d'élevage le fait d'avoir un jardin potager semble jouer positivement sur la sécurité alimentaire aussi bien sur la diversité de consommation que sur le statut final de la sécurité alimentaire du ménage ; Ainsi le tableau ci haut montre que 60% des ménages avec jardin potager ont une consommation alimentaire acceptable contre 43%, au niveau de la diversité alimentaire 65% contre

50% ont une diversité alimentaire moyenne à bonne. Bref les ménages avec jardins potager sont 32% à être en insécurité alimentaire contre 47% chez ceux qui n'en ont pas.

II.2.5. Indice de Stratégie d'adaptation réduit⁷

L'indice de stratégie d'adaptation réduit est construit sur 5 mécanismes d'adaptation alimentaire communs et courants pour permettre une comparabilité spatiale. Le calcul de l'indice tient compte de leur fréquence d'usage et la pondération de leur degré de sévérité.

Les 5 mécanismes sont (1) Consommer des aliments moins préférés car moins chers (2) Emprunter de la nourriture ou dépendre des aides de parentés ou amis (3) Réduire le nombre de repas par jour (4) Réduire les proportions/quantités aux repas (5) Réduire les quantités consommées par les adultes/mères au profit des jeunes enfants.

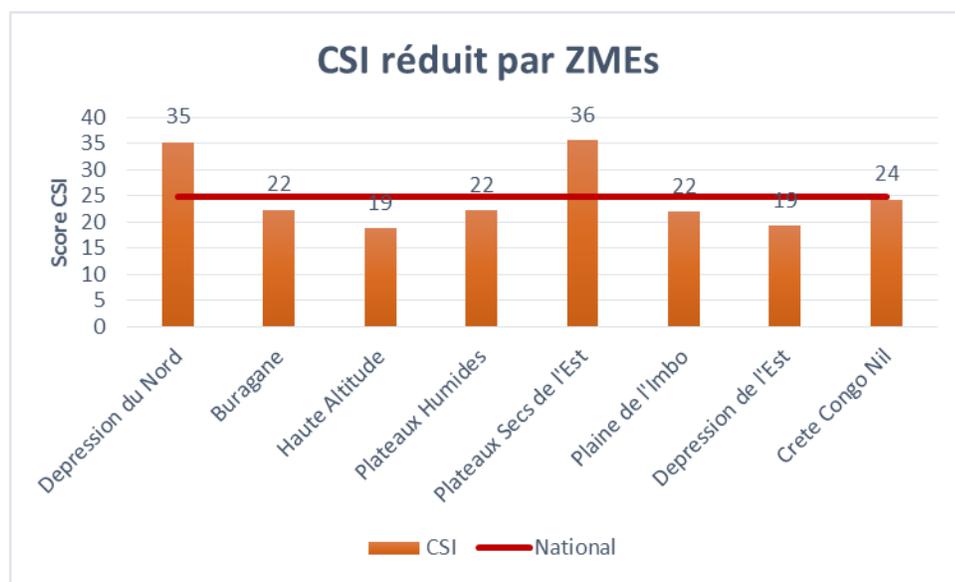


Figure 8. *Les stratégies d'adaptation alimentaire par ZMEs*

Au niveau national le CSI moyen est de 25 et il atteint le niveau le plus élevé depuis juillet 2008, le dernier point culminant avait été atteint en 2009 qui était plutôt une année marquée par un déficit hydrique dans la

⁷ Le CSI est un indice de 5 stratégies d'adaptation basées sur la consommation alimentaire en cas de ressources alimentaires insuffisantes dont l'augmentation traduit une détérioration relative de la sécurité alimentaire du ménage !

plupart des ZMEs. Il est accroissement régulier depuis le début de l'année 2016 alors qu'il était au plus bas en 2015.

Au niveau des différentes ZMEs, les niveaux des CSI les plus élevés sont dans les zones de Dépression du Nord (35) et Plateaux Secs de l'Est (36). Cela signifie que dans ces zones les ménages ont le plus recouru aux mécanismes alimentaires en réponse au déficit alimentaire. Par contre les zones de hautes altitudes et Dépression de l'Est ont le plus faible CSI (19).

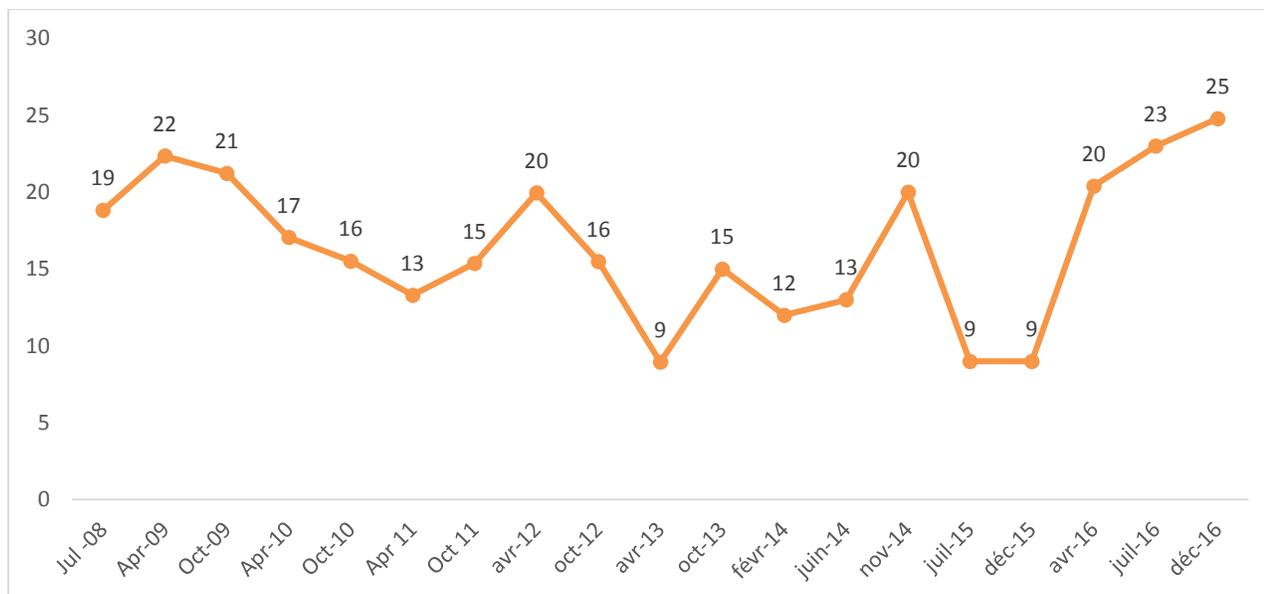


Figure 9. Evolution CSI réduit.

Score rCSI par ZMEs (zones de moyens d'existence)									
	Depression Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux humides	Plateaux Secs Est	Plaine Imbo	Depression Est	Crete Congo Nil	National
Jul-08	20	13	19	18	17	23	19	23	19
Apr-09	32	22	15	22	30	10	18	19	22
Oct-09	26	23	16	21	29	11	19	18	21
Apr-10	28	16	15	18	19	9	12	16	17
Oct-10	24	18	14	15	17	7	14	14	16
Apr-11	17	15	10	16	13	10	13	11	13
Oct-11	22	16	16	15	20	19	9	11	15
avr-12	20	18	17	17	24	33	22	19	20
oct-12	29	15	12	15	15	16	17	15	16
avr-13	14	9	7	8	9	9	10	9	9
oct-13	24	21	10	12	17	16	17	15	15
févr-14	11	7	12	12	12	13	11	15	12
juin-14	15	19	7	10	16	18	19	10	13
nov-14	33	17	9	22	19	17	19	12	20
juil-15	8	12	8	7	11	14	6	7	9
déc-15	21	18	13	12	19	13	17	11	9
avr-16	30	18	18	18	20	19	21	23	20
juil-16	42	27	15	21	32	20	19	15	23
déc-16	35	22	19	22	36	22	19	24	25

Tableau 13. Evolution rCSI par ZMEs

Dans l'ensemble et sur base du CSI réduit, l'année 2016 est comparable à 2009 où le score CSI était resté élevé toute l'année et pour rappel, il s'agissait d'une année fortement déficitaire au niveau de la production agricole. En 2009, il n'y avait que la ZME de la plaine de l'Imbo qui était resté avec un score CSI faible 11 alors qu'aujourd'hui il a doublé.

II.2.7. Activités importantes, sources de revenus et dépenses des ménages

a) Activités agricole et sources de revenus des ménages

Le Burundi étant un pays essentiellement agricole, les activités agricoles et connexes restent à la base de la vie socio-économique des ménages ruraux. Ainsi les résultats de cette enquête ne font que confirmer l'évidence. Sur la question de savoir les 3 principales activités qui ont fait vivre le ménage au cours des 30 derniers jours, les 5 principales activités sont citées dans cet ordre ; 95% des ménages pour l'agriculture vivrière, (2) 32% des ménages pour la main d'œuvre agricole, (3) 20% des ménages pour l'élevage, (4) 12% des ménages pour le petit commerce, (5) 10% des ménages pour l'agriculture de rente, (6) fabrication et

vente du vin de banane etc. Ainsi des six principales activités 5 sont liées à l'agriculture avec pour conséquence la forte vulnérabilité de la sécurité alimentaire en cas de chocs (aléas) à l'agriculture.

Par ailleurs la main d'œuvre agricole semble prendre de plus en plus de l'importance (passant de 20% à 32% en l'espace de six mois) alors qu'elle est toujours faiblement rémunératrice particulièrement en période de faibles perspectives agricoles. Dans certaines ZMEs plus de 40% des ménages donnent la MOA parmi les principales activités ; Dépression de l'Est (45%), Dépression du Nord (43%) et Plaine de l'Imbo (41%) alors que dans ces mêmes zones les mouvements de la population semblent de plus en plus se heurter aux restrictions sécuritaires.

proportion des ménages selon les 3 principales activités ayant le plus contribué à leur subsistance au cours du mois précédent l'enquête									
	Depression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Depression de l'Est	Crete Congo Nil	National
Agriculture vivrière	75%	95%	100%	96%	98%	88%	100%	97%	95%
Agriculture de Rente	8%	7%	21%	7%	5%	3%	10%	15%	10%
Elevage	14%	17%	30%	27%	9%	8%	24%	17%	20%
Pêche/ Vente de poisson	0%	4%	0%	0%	0%	4%	0%	0%	1%
Main D'œuvre agricole	43%	19%	24%	32%	25%	41%	45%	30%	32%
Autre type de main d'œuvre	5%	0%	12%	8%	6%	6%	1%	18%	8%
Travail temporaire	6%	17%	8%	10%	2%	15%	19%	4%	9%
Emploi/Travail salarié/Fonctionnaire	4%	22%	11%	10%	4%	3%	4%	1%	7%
Pension	0%	3%	3%	3%	1%	0%	0%	0%	2%
Vente de Bois (bois et charbon)	0%	2%	2%	3%	2%	1%	0%	4%	2%
Vente des produits artisanaux	1%	2%	1%	2%	3%	1%	0%	8%	2%
Petit Commerce	17%	14%	9%	12%	8%	25%	6%	10%	12%
Commerce / Entreprise	1%	0%	0%	0%	0%	0%	1%	0%	0%
Brasserie/Vente d'alcool (Vin de banane...)	8%	11%	13%	13%	16%	2%	3%	1%	10%
Location de Terres/Parcelles	0%	0%	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
Exploitation Minière	3%	0%	2%	0%	0%	1%	0%	0%	1%
Prêts	9%	0%	0%	1%	7%	3%	0%	2%	2%
Don/Transfert d'argent ou nourriture	1%	0%	4%	4%	1%	1%	0%	0%	2%
Autres activités	0%	0%	0%	5%	2%	5%	0%	0%	2%

Tableau 14. Importance des activités au niveau national

Une tentative d'interprétation de l'importance de quelques activités par région agro écologique pourrait se résumer en ;

L'agriculture vivrière semble connaître un recul dans la dépression du Nord en raison des contreperformances de la saison agricole passée et des mauvaises perspectives pour la saison culturales en cours à la suite d'un déficit hydrique prononcé dans la région,

L'agriculture de rente est surtout importante dans la zone de « haute Altitude » qui est une zone productrice du thé par excellence et qui génère des revenus réguliers surtout en période pluvieuse.

L'élevage semble être plus prépondérant dans les zones de « haute altitude », « plateaux humides » et « dépression de l'Est » ; si la zone de haute altitude est une zone traditionnelle d'élevage, les 2 autres zones ont également bénéficié de l'appui en élevage dont les projets du FIDA et de la FAO et en cas de déficit alimentaire les ménages peuvent recourir à la vente des animaux surtout le petit bétail.

Dans le Buragane plus de 2 ménages sur dix soit 22% donnent le travail salarié autre que la main d'œuvre agricole (MOA) comme activité principale ce qui laisse penser aux opportunités offertes par la société sucrière du Mosso.

Le petit commerce prend surtout de l'importance dans la région de l'Imbo (25%) et dans la zone de dépression du Nord (17%).

Le brassage et la vente de bière locale de banane est surtout prépondérante dans les régions plus productrices de la banane à bière dont Plateaux secs de l'Est(16%), haute altitude(13%), Buragane (11%) ainsi que dans la région de plateaux humides(13%) très consommatrice de la bière de sorgho.

Main d'œuvre comme source de revenus la plus répandue ;

Alors que la vente de la main d'œuvre agricole constitue la principale et souvent l'unique source de revenus des ménages les plus pauvres, la rémunération de la main d'œuvre journalière constitue un proxy important de l'analyse de l'accès à l'alimentation pour les catégories les plus vulnérables.

Depuis longtemps la fixation du taux de rémunération de la main d'œuvre agricole en milieu rural a été toujours alignée avec le prix des denrées essentielles dont le prix du haricot par exemple avec souvent une substitution parfaite en terme de kg de haricot. Et en suivant cette logique on constate le plus souvent que la rémunération de la main d'œuvre ne cesse de détériorer avec le temps, le prix de la main d'œuvre ne pouvant pas suivre celui des denrées de base sur le marché d'où la perte progressive de l'accès à l'alimentation pour les plus pauvres. A une rémunération de 1814 FBu/p/jr la main d'œuvre agricole ne pourrait générer qu'au plus 1 kg de haricot.

Tableau 15. Rémunération de la MOA journalière par ZME au moment de l'enquête

zones de moyens existences	Salaire journalier de la MOA	
Depression du Nord	BIF	1 245
Buragane	BIF	2 357
Haute Altitude	BIF	1 977
Plateaux Humides	BIF	1 474
Plateaux Secs de l'Est	BIF	1 504
Plaine de l'Imbo	BIF	2 697
Depression de l'Est	BIF	1 566
Crete Congo Nil	BIF	2 347
National	BIF	1 814

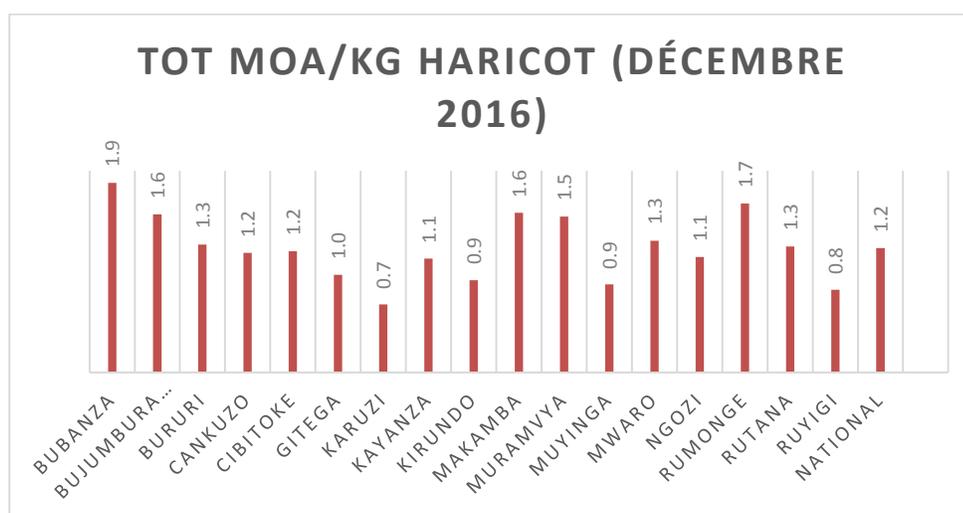


Figure 10. Termes de l'échange entre le salaire journalier de la main d'oeuvre agricole et le prix d'un kg de haricot par province.

Les plus faibles rémunérations journalières de la main d'œuvre agricole en termes de l'échange avec le haricot (comme denrée alimentaire de base principale dans le panier du ménage burundais) se retrouvent dans les provinces Karuzi, Ruyigi, Kirundo et Muyinga où elles représentent moins d'un kilogramme de haricot.

b) Marché et prix des denrées alimentaires

Alors que dans l'ensemble l'agriculture burundaise est d'autosubsistance, la production vivrière déficitaire d'une bonne partie des ménages a de plus en plus offert une place importante au marché pour améliorer l'accès à la sécurité alimentaire du ménage moyen. Ainsi au même titre que la production vivrière propre, le marché est aussi essentiel à la sécurité alimentaire des ménages.

La collecte des données de suivi FSMS a coïncidé avec une période normale de soudure marquée par de faibles disponibilités dans la majorité de ménages ainsi que de niveau des prix des vivriers élevés sur le marché.

Cependant la tendance actuelle des prix est particulièrement élevée qu'en situation normale de soudure car les prix de presque l'ensemble des denrées alimentaires ont atteint leur plus haut niveau depuis septembre 2014 (début de la collecte des données du système d'Informations sur les Prix-SIP).

Mois	Riz	PDT	Haricot ordin	Farine manioc	Mais grain	Sorgho	Patate	Viande chev	Ndagala
sept.-14	1289	513	884	491	474	895	203	3682	9944
oct.-14	2114	485	1319	515	606	1092	339	4982	12224
nov.-14	1366	439	877	542	613	1073	256	4689	12492
déc.-14	1490	422	821	501	562	1086	242	4848	13016
janv.-15	1484	452	708	495	532	1055	246	4818	14833
févr.-15	1498	471	683	493	430	916	262	5462	18499
mars-15	1548	575	722	514	387	949	259	5010	21198
avr.-15	1561	553	795	554	405	957	229	4774	21915
mai.-15	1500	560	794	567	432	940	223	4957	17897
juin-15	1402	570	646	545	472	855	191	4965	20909
juil.-15	1343	565	648	513	500	745	177	4895	19214
août-15	1398	516	700	479	554	748	194	4855	13147
sept.-15	1421	527	740	455	582	758	198	4812	17664
oct.-15	1502	528	873	479	698	810	247	4808	20570
nov.-15	1581	561	1003	582	834	858	266	4870	14619
déc.-15	1671	575	1219	653	882	884	253	4895	13069
janv.-16	1699	534	949	717	845	859	301	4923	18030
févr.-16	1711	578	1012	774	736	790	323	4923	21337
mars-16	1737	684	1075	751	577	779	304	5045	21289
avr.-16	1628	749	1061	738	520	750	247	5190	20764
mai-16	1529	755	885	743	551	684	225	5219	20685
juin-16	1467	759	775	715	586	695	229	5395	20174
juil.-16	1549	732	875	715	672	683	247	5428	20420
août-16	1648	642	981	735	780	731	284	5153	11731
sept.-16	1649	629	994	741	823	734	309	5243	12125
oct.-16	1667	633	1106	775	961	788	320	5039	14855
nov.-16	1787	687	1239	917	1096	949	358	5218	21026
déc.-16	1848	800	1470	1009	1234	1062	397	5557	18195
janv.-17	1871	739	1468	1052	1216	1033	377	5570	17860
Moyenne 2 dernières années	1585	594	942	647	674	867	266	5008	17231
Variation par rapport à la \bar{y} des 2 dernières années	17%	35%	56%	56%	83%	22%	49%	11%	6%
Variation par rapport à dec 2014	24%	89%	79%	101%	120%	-2%	64%	15%	40%
Variation par rapport à dec 2015	11%	39%	21%	55%	40%	20%	57%	14%	39%

Tableau 16. Evolution des prix de quelques denrées alimentaires de base tirés de la base des données SIP-Minagrie et mVAM-PAM.

Au mois de décembre 2016, les prix ont atteint leur niveau le plus élevé ce qui en plus de la période normale de soudure pourrait s'expliquer aussi par la dépréciation de la monnaie à la suite de la crise que traverse le pays ainsi que les aléas climatiques qui ont frappé le secteur agricole. En guise d'exemple, le prix du haricot a augmenté de 79% et de 56% par rapport à décembre 2014 et à décembre 2015, celui de la farine de manioc de 101% et 56%, celui du grain de maïs de 120% et 83%.

En raison de mauvaises perspectives des récoltes l'effet récolte de 2017A ne serait que très limité.

La situation de l'augmentation des prix des denrées de base est également confirmée par l'appréciation de 98% des ménages qui par ailleurs trouvent que les denrées les plus affectées sont les légumineuses, les tubercules et les céréales.

Au niveau des marchés, il faut également noter que l'analyse de la série des prix collectés par le SIP sur les différents marchés des provinces montre une intégration parfaite de ces derniers ;

	Bubanza	Bujumbura Rural	Bururi	Cankuzo	Cibitoke	Gitega	Karuzi	Kayanza	Kirundo	Makamba	Muramvya	Muyinga	Mwaro	Ngozi	Rumonge	Rutana	Ruyigi
Bubanza	1																
Bujumbura Rural	0,878	1															
Bururi	0,811	0,781	1														
Cankuzo	0,872	0,727	0,862	1													
Cibitoke	0,922	0,809	0,832	0,890	1												
Gitega	0,720	0,764	0,877	0,817	0,709	1											
Karuzi	0,805	0,751	0,940	0,900	0,861	0,904	1										
Kayanza	0,524	0,604	0,906	0,626	0,618	0,763	0,829	1									
Kirundo	0,725	0,667	0,808	0,834	0,840	0,805	0,863	0,689	1								
Makamba	0,839	0,803	0,965	0,859	0,848	0,828	0,937	0,907	0,797	1							
Muramvya	0,840	0,791	0,963	0,883	0,862	0,914	0,976	0,854	0,869	0,958	1						
Muyinga	0,715	0,737	0,829	0,791	0,827	0,838	0,861	0,768	0,961	0,818	0,879	1					
Mwaro	0,576	0,514	0,788	0,627	0,544	0,775	0,841	0,741	0,671	0,813	0,847	0,704	1				
Ngozi	0,812	0,773	0,893	0,867	0,902	0,823	0,941	0,814	0,943	0,897	0,936	0,928	0,739	1			
Rumonge	0,910	0,841	0,881	0,864	0,870	0,808	0,896	0,852	0,881	0,901	0,904	0,915	0,681	0,926	1		
Rutana	0,830	0,787	0,953	0,883	0,834	0,945	0,959	0,870	0,858	0,955	0,975	0,875	0,856	0,908	0,903	1	
Ruyigi	0,921	0,843	0,901	0,969	0,915	0,849	0,923	0,715	0,836	0,914	0,930	0,819	0,673	0,898	0,904	0,915	1

Tableau 17. Résultats de la corrélation du prix du haricot sur les différents marchés provinciaux

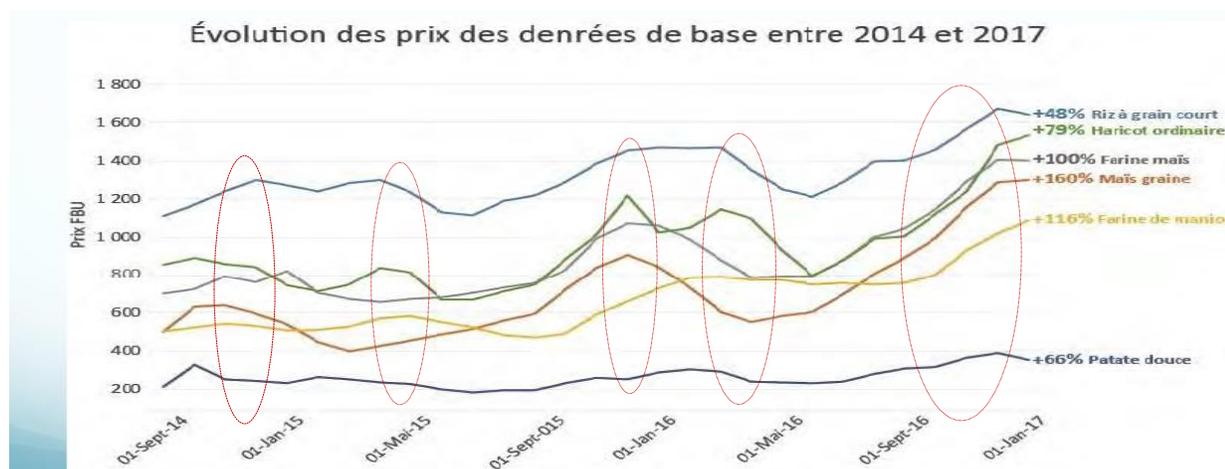


Figure 11. Evolution des prix des denrées de base depuis 2014 à janvier 2017 (Source: SIP, MINAGRIE)

Au niveau de l'évolution des prix, les produits comme le maïs et le manioc ont connu une plus forte augmentation de plus de 100%. Cette augmentation peut en partie s'expliquer par un réflexe de rabatement sur ces produits relativement moins chers que le riz mais également en raison de faible production pour le cas du maïs.

La tendance des prix fait également ressortir le caractère saisonnier de l'augmentation des prix ainsi les prix sont à leur niveau le plus élevé en périodes de soudure (Avril-Mai et Novembre –Décembre) avant la récolte. Cependant il est à souligner que les prix de janvier 2017 ne semblent pas montrer un fléchissement significatif des prix sur le marché malgré l'avènement de la récolte de 2017 qui sommes toute a été non performante.

c) Dépenses des ménages

Les dépenses sont généralement considérées comme un proxy du niveau des revenus du ménage. Les ménages sont plus à l'aise en fournissant l'information sur leurs dépenses que sur leurs revenus.

D'après cette enquête de suivi de la sécurité alimentaire les dépenses mensuelles du ménage sont estimées à 97.735 Fbu (*soit environ 59 usd au taux officiel et moins de 37 usd au marché libre*) dont plus de 56% affectée à l'alimentation uniquement au détriment d'autres dépenses essentielles dont celles de l'investissement dans la production future. En particulier Buragane et dépression du Nord dépensent plus de 60% dans l'alimentation.

Les dépenses les plus importantes sont dans les zones de Crête Congo Nil (129.493 Fbu/mois) qui toute chose restant égal par ailleurs jouit des opportunités urbaines et de haute altitude (111.895Fbu) généralement productrice de thé qui offre des revenus réguliers. D'autre part, les zones qui enregistrent les faibles niveaux de dépenses sont Dépression du Nord (74709Fbu), Plateaux humides (78258Fbu) et dépression de l'Est (79556Fbu). Les zones avec de faibles revenus mensuels ont été dans l'ensemble affectées par les restrictions sur les migrations et économiques et les échanges (ex. interdiction des échanges avec le Rwanda ainsi que les restrictions des mouvements vers la Tanzanie voire même à l'intérieur du pays).

ZMEs	Moyenne Dépenses mensuelles par		Moyenne Dépenses alimentaires	
Depression du Nord	BIF	74 709	BIF	46 353
Buragane	BIF	92 892	BIF	63 140
Haute Altitude	BIF	111 895	BIF	63 977
Plateaux Humides	BIF	78 258	BIF	40 179
Plateaux Secs de l'Est	BIF	82 486	BIF	45 464
Plaine de l'Imbo	BIF	98 726	BIF	58 355
Depression de l'Est	BIF	79 566	BIF	46 578
Crete Congo Nil	BIF	129 493	BIF	73 121
National	BIF	91 735	BIF	51 604

Tableau 18. *Dépenses mensuelles des ménages par ZMEs*

La part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales est un indicateur de fragilité économique pouvant donner des indications plus ou moins sûres sur le degré de pauvreté probable du ménage.

Ainsi la méthode de classification de la sécurité alimentaire CARI prévoit des seuils de sécurité alimentaire en fonction des franges des parts de dépenses alimentaires dans les dépenses globales ;

	% des DA	Depression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Depression de l'Est	Crete Congo Nil	National
SA	≤ 50 %	32,8%	17,2%	35,6%	47,7%	40,4%	39,4%	35,6%	32,5%	38,9%
SAM	50 - 65%	12,3%	24,1%	25,5%	21,9%	24,2%	19,4%	18,5%	29,8%	22,5%
IAM	65 - 75%	15,6%	17,2%	16,7%	15,3%	12,5%	12,3%	19,2%	21,2%	15,7%
IAS	≥ 75%	39,3%	41,4%	22,2%	15,1%	22,9%	29,0%	26,7%	16,6%	22,9%

Tableau 19. *Part en % des dépenses alimentaires dans les dépenses globales des ménages et par ZMEs*

Environ Trente Neuf pourcent des ménages dépensent plus de 65% dans l'alimentation ce qui les place dans une situation d'insécurité alimentaire et parmi eux 23% jusqu'à 75% et plus dans les dépenses alimentaires.

Les proportions les plus importantes des ménages qui ont dépensé plus dans l'alimentation (plus de 75%) se retrouvent dans les ZMEs de Buragane (41%) et Dépression du Nord (39%).

d) Gestion du budget du ménage

Sur la question de la responsabilité de la gestion du budget du ménage, dans 70% des cas l'homme est responsable de la gestion du budget contre 18% pour la femme. Par contre la femme est plus impliquée

dans la gestion du budget d'alimentation que l'homme soit dans 42% des cas la femme est responsable contre 24% des cas pour l'homme et dans 33% des cas ils sont tous responsables.

	Responsable de la gestion du budget du ménage	Responsable du budget de l'alimentation
homme	70%	24%
femme	18%	42%
les deux	11%	33%
Autre	2%	2%

Cependant aucune corrélation ne semble se dégager du croisement de la variable responsable du budget et les autres variables de sécurité alimentaires.

II.2.8. Les stratégies d'adaptation à la consommation alimentaire et stratégies de subsistance

a) Chocs au cours des 6 derniers mois

Les stratégies d'adaptation aussi bien alimentaire que non alimentaires viennent généralement en réponses à une crise alimentaire corollaire à un ou (des) choc(s).

L'enquête a demandé aux ménages les chocs les plus importants survenus durant les six mois passés. Les chocs cités par les ménages au cours des 6 derniers mois comme ayant eu le plus d'impact sur leur sécurité alimentaire sont repris dans le graphe ci-après:

Proportion des ménages selon les 3 principaux chocs au cours des 6 derniers mois									
	Depression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Depression de l'Est	Crete Congo Nil	National
Déficit hydrique/sécheresse	100%	81%	68%	92%	98%	89%	88%	80%	88%
Insectes nuisibles/maladies des cultures	8%	0%	24%	14%	28%	32%	33%	51%	25%
Grêle/Vents violents	4%	3%	12%	23%	20%	0%	3%	5%	13%
Maladie du bétail (épidémies)	3%	2%	5%	1%	4%	3%	2%	4%	3%
Inondations	0%	0%	2%	11%	5%	5%	20%	0%	6%
Érosion (fortes pluies/vents violents...)	2%	24%	13%	13%	18%	8%	13%	1%	12%
Insécurité /violence	0%	0%	6%	0%	0%	1%	0%	5%	2%
Vol/pillage des ressources productives	5%	3%	2%	9%	2%	6%	6%	3%	5%
Maladie/Épidémie (touchant les personnes)	36%	60%	26%	24%	28%	46%	37%	50%	33%
Décès d'un membre actif	0%	18%	4%	3%	3%	7%	8%	3%	4%
Feux de brousse	0%	0%	1%	0%	1%	1%	2%	0%	1%
Inflation ou hausse de prix des aliments	32%	40%	65%	60%	24%	74%	25%	87%	54%
Hausse du prix du carburant/du transport	4%	3%	0%	1%	0%	2%	0%	0%	1%
Autre	9%	3%	7%	18%	11%	10%	4%	3%	11%
Pas de chocs	1%	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Tableau 20. Proportion des ménages affectés par au moins un choc

Dans l'ensemble 88% des ménages ont déclaré avoir été affectés par au moins un choc au cours des 6 derniers mois avec des conséquences sur leur sécurité alimentaire. Et ils sont seulement 12% des ménages à n'avoir pas été victimes d'aucun choc. La totalité des ménages de la Dépression du Nord ont été affectés par au moins un choc.

Les chocs qui ont affecté le plus de ménages sont surtout le déficit hydrique (88%), l'inflation ou hausse de prix des aliments (54%), les maladies (33%) et insectes nuisibles (25%)... La hausse des prix a été signalée presque dans toutes les zones comme un choc important et en particulier dans les zones de CCN, plaine de l'imbo, haute altitude et plateaux humides avec plus de 60% des ménages qui l'ont signalé.

b) Stratégies basées sur les moyens de subsistance

Elles sont groupées en trois grandes catégories, on distingue des stratégies de stress, de crise et d'urgence. Elles sont évaluées sur une période de 30 jours.

Tableau 7. Proportion des ménages qui ont adopté des stratégies de subsistance :

	Dépression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépression de l'Est	Crête Congo Nil	National
Not adopting coping strategies	47%	31%	17%	28%	41%	21%	34%	15%	29%
stress coping strategies	21%	36%	55%	48%	24%	39%	30%	55%	41%
crisis coping strategies	11%	12%	19%	18%	21%	23%	21%	19%	19%
emergency coping strategies	21%	21%	9%	7%	14%	18%	16%	11%	12%

Pour les ménages recours à ces mécanismes de subsistance traduit le degré de détérioration de leurs moyens d'existence surtout quand le ménage recours aux mécanismes extrêmes (de crise et d'urgence);

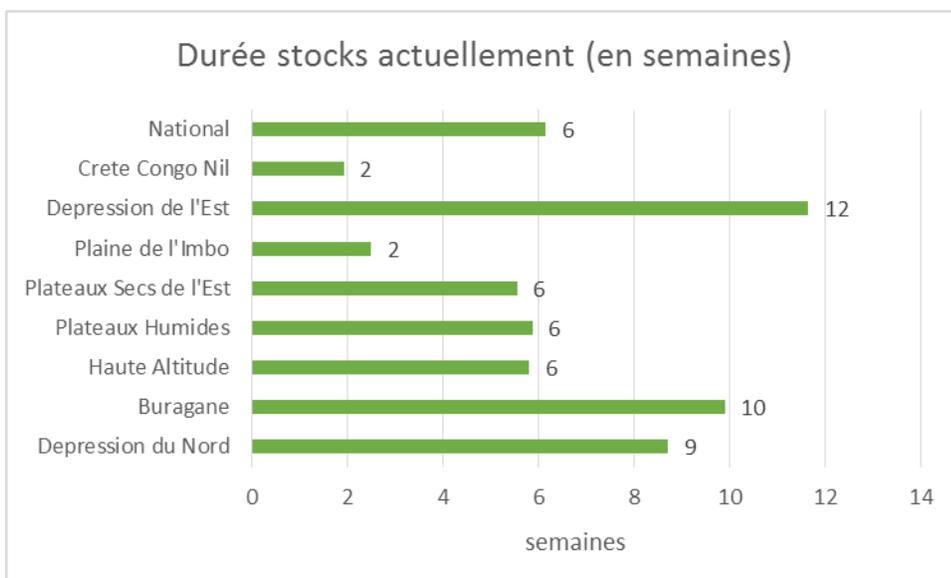
Dans l'ensemble 31% des ménages ont adopté des stratégies sévères allant de celle d'urgence à celles de crise. Le tableau suivant met en évidence le détail des différentes stratégies basées sur les moyens d'existence ainsi que leur degré de sollicitation :

zones de moyens existences	Depression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Depression de l'Est	Crete Congo Nil	National
1. Vendre des biens non productifs du ménage (meuble, matériel de cuisine, toles, radio,...)	16%	16%	5%	5%	10%	19%	11%	10%	9%
2. Vendre des outils de travail/biens productifs/moyen de transport (houe, vélo, machine à	11%	16%	5%	4%	8%	21%	14%	12%	9%
3. Destocker/vente accélérée ou inhabituelle des petits animaux	21%	28%	17%	9%	12%	27%	17%	23%	16%
4. Réduire les dépenses non alimentaire (éducation, santé, habillement, transport)	22%	53%	46%	50%	41%	68%	45%	53%	47%
5. Réduire les dépenses en intrants/semences/équipements agricoles	21%	59%	54%	59%	45%	66%	49%	58%	53%
6. Emprunter de l'argent (prêteurs à gage)/acheter des aliments à crédit	25%	60%	60%	47%	29%	52%	29%	77%	46%
7. Migration d'un membre du ménage pour une durée plus de 6 mois	2%	9%	4%	2%	8%	10%	17%	10%	6%
8. Retirer les enfants de l'école	2%	10%	4%	2%	5%	15%	8%	9%	6%
9. Vendre des animaux reproductifs	21%	5%	10%	3%	8%	8%	10%	12%	9%
10. Vendre la maison ou une parcelle de terrain	7%	5%	3%	2%	4%	11%	2%	9%	5%
11. Aller mendier	2%	2%	4%	1%	2%	6%	4%	9%	3%
12. Migration de tout le ménage	1%	5%	3%	1%	0%	6%	9%	9%	3%
13. Envoyer les enfants manger ailleurs	2%	12%	4%	2%	3%	23%	9%	12%	6%
14. Se lancer dans des activités illégales et dégradantes (vols, prostitutions, etc)	0%	0%	4%	0%	0%	5%	1%	9%	2%

Les ZMES de Plaine de l'Imbo et Dépression de l'Est ont le plus eu recours aux mécanismes sévères de crise et d'urgence en réponse au déficit alimentaire.

c) Durée des stocks alimentaires dans les ménages

Sur la question de savoir à combien en semaines les stocks alimentaires y compris ceux sur pied mais à maturité le ménage estime la durée, en moyenne il y a 6 semaines soit 1 mois et demi se composant essentiellement de tubercules et bananes.



Dans les zones de CCN et la plaine de l'Imbo, la durée de stocks est quasi inexistante avec seulement 2 semaines de réserves.

II.2.9. Genre et quelques indicateurs clés

Certes il y a relativement peu d'informations au sens rigoureux de la notion de genre mais à défaut, l'enquête a pu recueillir un certain nombre d'informations qui permet de dégager une certaine comparabilité de certains indicateurs basée sur le sexe du chef de ménage.

D'abord les résultats de l'enquête montre qu'au niveau du statut du chef de ménage, pour l'essentiel les chefs de ménages femmes sont généralement des ménages monoparentaux.

Au niveau des indicateurs en rapport avec l'économie des ménages et de bien être comme l'accès à la terre, l'élevage, possession d'un poste radio, le logement etc. il apparait que les ménages tenus par les hommes s'en sortent mieux. Il en est de même que pour les indicateurs de sécurité alimentaire dont le score de consommation alimentaire, la diversité alimentaire, le CSI, la part des dépenses alimentaires, les mécanismes basés sur les moyens d'existence et le CARI.

Indicateurs		Homme	Femme	Ensemble
Combien de personnes vivent dans votre ménage?		6	4	6
Age du chef de ménage	≤18 ans	0,1%	0,3%	0,1%
	18-35 ans	33,4%	14,8%	30,0%
	36-60 ans	55,0%	61,7%	56,3%
	>60 ans	11,4%	23,2%	13,6%
Quel est le statut civil du chef de ménage?	Célibataire	1%	1%	1%
	Marié monogame	92%	15%	78%
	Marié polygame	4%		3%
	Divorcé	0%	4%	1%
	Séparé	0%	8%	2%
	Veuf/veuve	3%	70%	15%
	Cohabitant		1%	0%
Orphelin Mineur	0%	1%	0%	
Combien de membres du ménage ont une activité productrice source de revenu pour le ménage ?		2	1	1
Rémunération journalière de la main d'œuvre agricole (en Fbu)		1 858 BIF	1 630 BIF	1 812 BIF
Y a-t-il des membres du ménage qui ont quitté le foyer depuis les 12 derniers mois ?	Non	88%	84%	87%
	Oui	12%	16%	13%
Avez-vous été déplacé au cours des douze derniers mois ?	Non	97%	98%	97%
	Oui	3%	2%	3%
Quel est le statut de résidence de votre ménage?	Résident n'accueillant pas de déplacés internes	94%	93%	94%
	Résident accueillant des déplacés internes	4%	3%	4%
	Déplacés internes (IDPs)	1%	2%	1%
	Retourné d'un pays voisin	1%	2%	1%
Avez-vous accueilli des enfants NON ACCOMPAGNÉS dans votre ménage?	Non	96%	96%	96%
	Oui	4%	4%	4%
De quel matériau est principalement composé le toit de votre maison?	Paille/Palme/Feuilles	17%	19%	18%
	Tuiles	30%	40%	32%
	Tôles	52%	41%	50%
	Autre (Préciser)	1%	0%	1%
Dans votre ménage, avez-vous un téléphone mobile?	Non	56%	75%	60%
	Oui	44%	25%	40%
Depuis Octobre 2015, votre ménage a-t-il subi un choc ?	Non	13%	7%	12%
	Oui	87%	93%	88%
Comment l'insécurité a-t-elle affecté votre ménage?	Pas d'impact	58%	46%	56%
	Abandon de l'exploitation agricole avant la récolte	7%	10%	7%
	Diminution d'un offre d'emploi journalier	6%	7%	6%
	Diminution d'offre d'emploi régulier	3%	2%	2%
	Faible accès au marché et/ou disponibilité limitée de denrées	12%	20%	13%
	Vois des biens du ménage	1%	0%	1%
	Réduction de l'accès aux terres cultivables	2%	1%	2%
	Restriction ou contrôle des mouvements/ Diminution migrations économiques.	0%		0%
	Perte de membre du ménage	0%	2%	1%
	Augmentation du coût des produits de première nécessité.	12%	9%	11%
	Vol de cheptel	0%	0%	0%
	Faible accès aux services publics (école, centre de santé, eau)	0%	0%	0%
	Déplacement	0%	0%	0%
Autre	0%	1%	0%	
Dans les 12 derniers mois, estimez-vous que les terres cultivables ont été affectées ?	Non	2%	3%	2%
	Oui	98%	97%	98%
Avez-vous accès à des terres cultivables ?	Non	19%	21%	20%
	Oui	81%	79%	81%
Avez-vous accès à un jardin potager ?	Non	68%	79%	70%
	Oui	32%	21%	30%
Votre ménage possède-t-il un cheptel ?	Non	53%	63%	55%
	Oui	47%	37%	45%
Quelle est la superficie cultivée (en m²) ACTUELLEMENT		10557	8336	10160
Score de consommation alimentaire SCA		37	33	36
Score CSI réduit		25	23	25
Moyenne de dépenses mensuelles par ménage en Fbu		97 485 BIF	65 957 BIF	91 735 BIF
Food consumption group	Pauvre	14%	20%	15%
	Limite	36%	42%	37%
	Acceptable	51%	38%	48%
Food share expenditure grouped in line with CGI	≤ 50 %	39%	40%	39%
	50 - 65 %	23%	22%	23%
	65 - 75 %	16%	16%	16%
	≥ 75 %	23%	22%	23%
Proportion des ménages selon les stratégies les plus sévères utilisées	Not adopting coping strategies	30%	24%	29%
	stress coping strategies	39%	46%	40%
	crisis coping strategies	18%	21%	19%
	emergency coping strategies	13%	9%	12%
Food security status	Food secure	23%	17%	22%
	Marginally food secure	36%	34%	35%
	Moderately food insecure	34%	37%	35%
	severely food insecure	7%	11%	8%
groupe ménages par SDA	SDA faible	44%	54%	45%
	SDA moyenne	54%	43%	52%
	SDA bonne	2%	3%	2%

Tableau 21. Résumé des indicateurs par sexe du CM.

Pour rappel, sur l'ensemble des ménages enquêtés 18% sont dirigés par les femmes tandis que 82% sont dirigés par des hommes. Presque les mêmes proportions sont confirmées par les autres enquêtes récentes.

Tout comme pour le précédent FSMS, le croisement de la variable sexe chef de ménage avec les indicateurs de sécurité alimentaire montre que les ménages dirigés par les femmes seraient plus vulnérables. Cet état de fait est prouvé au niveau des indicateurs les plus importants dont le SCA, le CSI, le SDA et le CARI. Etant donné que les ménages dirigés par des femmes sont généralement monoparentaux et de surcroît avec le ratio d'inactifs sur actifs plus important le fait d'être chef de ménage constituerait entre autre un facteur de fragilité.

II.2.10. Agriculture et Élevage

La présente enquête, tout comme les études antérieures, montre qu'au niveau des moyens de subsistance, l'agriculture ainsi que les activités connexes prédominent dans l'économie des ménages ruraux et par ricochet de la sécurité alimentaire. Environ 95% des ménages ont signalé l'agriculture vivrière parmi les 3 principales activités qui ont fait vivre les ménages durant le mois précédent l'enquête.

La terre étant le principal facteur de production le plus important dans le contexte d'une agriculture familiale il importe d'analyser l'accès à la terre qui d'après les autres études constitue également le facteur le plus limitant.

	Depression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Depression de l'Est	Crete Congo Nil	National
< 25 ares	16,70%	27,70%	34,60%	34,70%	10,80%	28,60%	5,00%	14,40%	24,10%
25 - 50 ares	18,90%	25,50%	21,80%	25,40%	13,30%	34,50%	26,10%	25,80%	22,70%
50 - 75 ares	5,60%		6,60%	5,70%	2,80%	6,00%	5,90%	8,20%	5,30%
75 - 100 ares	14,40%	23,40%	16,10%	17,90%	22,50%	9,50%	31,90%	14,40%	18,90%
>100 ares	44,40%	23,40%	20,90%	16,30%	50,60%	21,40%	31,10%	37,10%	28,90%

Tableau 22. Accès à la terre par ZMEs

Environ 20% des ménages se considèrent sans accès à la terre cultivables propres et la grande concentration des ménages sans terre se retrouvent dans la plaine de l'imbo (46%) et dans la CCN (36%).

Des 80% des ménages avec accès à la terre cultivable propre, 24% ont moins de 25 ares et 47% ont moins de 50 ares ; Ils sont plus de 60% à exploiter moins de 50 ares dans la plaine de l'Imbo et dans les plateaux humides.

Ces superficies sont loin de répondre aux besoins alimentaires des ménages surtout un contexte de faible capacité d'intensification pour améliorer la productivité.

	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire marginale	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère	Ensemble
< 25 ares	10%	20%	38%	34%	24%
25 - 50 ares	25%	23%	20%	26%	23%
50 - 75 ares	5%	6%	5%	6%	5%
75 - 100 ares	25%	17%	17%	18%	19%
>100 ares	36%	33%	21%	16%	29%

Table 23. Statut sécurité alimentaire versus taille des exploitations familiales

De toute évidence le niveau de sécurité alimentaire semble s'aligner avec la taille de l'exploitation agricole familiale.

En plus de son apport direct à la sécurité alimentaire des ménages, élevage est le plus souvent associé à l'agriculture en raison de son apport en termes de fertilité (fumure organique) mais également du fait qu'il soutient la mise en place de la saison par le financement des intrants (ex. vente d'animaux pour achat des intrants agricoles).

D'après la présente enquête FSMS, l'accès à élevage des ménages se présente comme suit :

Votre ménage possède-t-il un cheptel ou ferme d'élevage (même s'il n'y a pas de production actuellement)									
	Depression du Nord	Buragane	Haute Altitude	Plateaux Humides	Plateaux Secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Depression de l'Est	Crete Congo Nil	National
Non	44%	62%	41%	49%	53%	89%	56%	73%	55%
Oui	56%	38%	59%	52%	47%	11%	45%	27%	45%

Moins d'un ménage sur deux 45% des ménages enquêtés ont déclaré avoir au moins un petit élevage.

Pour 2 ménages sur 10 (20%), l'élevage fait partie des 3 principales activités qui ont fait vivre le ménage durant le mois précédant enquête.

Seize pourcent (16%) des ménages ont eu recours à la vente d'animaux d'élevage comme stratégies d'adaptation à la suite de pénurie alimentaire.

Les résultats de l'enquête ont également montré que le fait de posséder un élevage semblait influencer positivement le statut de la sécurité alimentaire du ménage ; les ménages avec élevage ont un meilleur statut de la sécurité alimentaire.

II. CONCLUSION GENERALE

- **Conclusions**

La présente enquête FSMS conduite en pleine période de soudure de surcroît aggravée par des aléas climatiques et les séquelles de la crise socioéconomique complexe fait état d'une dégradation significative du statut de la sécurité alimentaire des ménages.

Par ailleurs, les perspectives de récolte de la saison culturale 2017A encours semblent déjà entamées par des cas d'aléas climatiques liés au phénomène la Niña qui s'est manifesté par un déficit hydrique sur plus

de la moitié du territoire national en particulier dans les régions de dépressions du Nord et Nord Est. L'effet récolte 2017A ne sera donc que limité et de courte durée alors que la capacité d'importation ne cesse de s'estomper.

Combien de personnes sont en insécurité ? 43% de la population (soit autour de **4.472.399 personnes**) sont en insécurité alimentaire et parmi eux **8%** (soit **832.074 personnes**) sont en insécurité alimentaire sévère. La population en insécurité alimentaire (modérée et sévère) a augmenté de 47% par rapport à décembre 2015 et de 20% par rapport à décembre 2014 tandis que celle en insécurité alimentaire sévère a augmenté de 69% et de 46% successivement par rapport à décembre 2015 et décembre 2014.

Où se trouve actuellement la forte proportion des personnes en insécurité alimentaire ? Les proportions des ménages en insécurité alimentaire sont très élevées dans toutes les zones. Ainsi dans sept des huit ZMEs il y a plus de 40% des ménages en insécurité alimentaire. Cependant, les zones de dépression du Nord (province Kirundo), la Crête Congo Nil (Bujumbura rural et Rumonge), la plaine de l'Imbo (province Cibitoke) et Haute Altitude (surtout Muramvya) sont les plus touchées. La zone de Buragane est particulièrement touchée par l'insécurité alimentaire sévère. La situation de la sécurité alimentaire dans ces régions pourraient être aggravée par les séquelles persistantes de la crise dont la perte des opportunités économiques, le frein des flux de biens et des personnes ainsi que les cas de vols, prélèvements économiques officieux/ rançonnements et d'autres problèmes de protection etc.

Qui sont les ménages ou personnes en insécurité alimentaires ? L'enquête a montré que l'insécurité alimentaire touche 43% des ménages mais au-delà, la considération des moyens de subsistance montre qu'ils sont plus de 70% chez les ménages vivant aussi bien de la main d'œuvre agricole que d'autres types de main d'œuvres et travail temporel. Il s'agit essentiellement des ménages privés de traditionnelles opportunités économiques à la suite de la crise ou du fait de la baisse de la demande.

Par rapport au sexe et statut du chef de ménage ; ils sont plus de 49% chez les femmes chefs de ménages et en général les proportions en insécurité alimentaire sont plus élevées 53% chez les ménages de plus de 60 ans, 51% chez les ménages monoparentaux (séparés, divorces, veuves...).

L'insécurité alimentaire est également très élevée chez les ménages retournés et déplacés avec plus de 80% de proportion en insécurité alimentaire.

Perspectives de la sécurité alimentaire

Un certain nombre de facteurs est à surveiller pour la sécurité alimentaire durant le début 2017 :

- L'évaluation des récoltes de la saison 2017A et ses implications sur la sécurité alimentaire ;

- L'accès aux intrants agricoles pour la mise en place de la prochaine saison culturale 2017 B (prix et disponibilité des semences et fertilisants) ;
- La persistance de la pression inflationniste des prix des vivriers qui risque de s'amplifier avec les récentes mesures officielles d'augmentation des denrées et services sensibles (carburant, le sucre, la bière industrielle, la communication etc.) et dans un contexte de dépréciation continue de la monnaie burundaise;
- Le monitoring de la politique sur les échanges transfrontaliers (et intérieurs) des produits alimentaires
- La dynamique des flux migratoires (retournés et départs) et leurs conséquences sur la sécurité alimentaire;

Pour plus de détails sur le rapport veuillez contacter:

Claude KAKULE – Head of Programme claud.kakule@wfp.org et

Kennedy Nanga – VAM/ M&E Officer kennedy.nanga@wfp.org

Jean Mahwane – Programme Policy Officer (VAM) jean.mahwane@wfp.org

Pour recevoir plus d'informations sur le PAM au Burundi, veuillez contacter:

Mme Nicole JACQUET, Directrice Adjointe du PAM Burundi

Nicole.Jacquet@wfp.org

Tel. + 257 – 22223072 / 22225671

www.wfp.org/fr